



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1996/197
15 mars 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/ARABE

LETTER DATED 14 MARCH 1996, ADDRESSED TO THE SECRETARY
GENERAL BY THE REPRESENTATIVE OF SUDAN BEFORE
THE UNITED NATIONS

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint
le texte d'un rapport sur les mesures prises par les autorités soudanaises
en application de la résolution 1044 (1996) du Conseil de sécurité et des
résolutions pertinentes de l'Organisation de l'unité africaine.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la
présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signed) Ali Mohamed Osman YASSIN

ANNEXE

Mesures prises par les autorités soudanaises pour
donner suite à la résolution 1044 (1996) du Conseil
de sécurité et aux résolutions de l'Organisation de
l'unité africaine

TABLE DES MATIÈRES*

<u>Numéro du document</u>		<u>Page</u>
1.	Rapport sur la suite donnée à la demande des autorités éthiopiennes concernant l'extradition de trois Égyptiens	5
2.	Décret ministériel No 98/95 : Création d'une commission d'enquête	9
3.	Demande faite par les autorités éthiopiennes	11
4.	Traduction en anglais du document No 3	12
5.	Pièce jointe No 1 au document No 4 : Ibrahim/Abu Hamza	14
6.	Pièce jointe No 2 au document No 4 : Izat/Yasim	16
7.	Pièce jointe No 3 au document No 4 : Siraj/Fathi	17
8.	Instruction donnée au Procureur général par le Ministre de la justice	19
9.	Mandats d'arrêt délivrés par le Procureur général	22
10.	Lettre à la police judiciaire relative à l'avis de recherche des suspects	25
11.	Avis de recherche lancé par la police judiciaire en vue d'arrêter les suspects	26
12.	Lettre adressée au commandant du secteur militaire central de Khartoum concernant la diffusion de renseignements sur les suspects	27
13.	Avis diffusé par l'administration militaire de Khartoum concernant les suspects	28
14.	Lettre adressée au Service des passeports, de l'immigration et de la nationalité donnant des renseignements sur les suspects et des instructions tendant à les empêcher de quitter le pays	29

* Les documents 2 à 43 ont été reproduits uniquement dans la langue dans laquelle ils avaient été présentés.

TABLE DES MATIÈRES (suite)

<u>Numéro du document</u>		<u>Page</u>
15.	Lettre adressée au Service des passeports, de l'immigration et de la nationalité concernant le passeport soudanais utilisé par le nommé Faisal Lutfi Abdel Latif	30
16.	Lettre du Directeur du Service des passeports, de la nationalité et des cartes d'identité concernant les renseignements ayant trait à l'entrée des suspects au Soudan	31
17.	Rapport d'enquête, par Mohamed Mukhtar, membre de la Commission	32
18.	Procès-verbal concernant le passeport No 63203	33
19.	Procès-verbal de perquisition de la maison No 5, block No 57, Arkawit	34
20.	Procès-verbal de perquisition de la maison No 401, block No 61, Arkawit	37
21.	Procès-verbal de perquisition de la maison No 61, Arkawit	40
22.	Procès-verbal de perquisition de la maison No 211, block No 70, Arkawit	44
23.	Procès-verbal de perquisition d'une maison située dans la rue No 27, Al-Amarat	47
24.	Procès-verbal de perquisition d'un appartement de l'immeuble Algozoli, Kobar	50
25.	Procès-verbal de perquisition de la maison No 212, block No 70, Arkawit	52
26.	Procès-verbal de perquisition de la maison No 30, block No 70, Arkawit	55
27.	Procès-verbal de perquisition d'une ferme à Soba	58
28.	Procès-verbal de perquisition d'une ferme à l'ouest d'Aljuraif	61
29.	Procès-verbal de perquisition d'une ferme à Halfaia	64
30.	Lettre adressée au Directeur de la police (Nil-Est) concernant la recherche de Faisal Lutfi Abdel Latif	67
31.	Lettre adressée au Directeur de la sûreté intérieure (province de Khartoum-Nord) concernant la recherche de Faisal Lutfi Abdel Latif dans la zone résidentielle de Kuber	68

/...

TABLE DES MATIÈRES (suite)

<u>Numéro du document</u>		<u>Page</u>
32.	Lettre au Directeur de la police judiciaire lui demandant de rendre compte à la Commission des résultats de la recherche des suspects	69
33.	Réponse à la lettre susmentionnée	70
34.	Lettre au commandant de la région centrale de Khartoum lui demandant de rendre compte à la Commission des résultats de la recherche des suspects	71
35.	Réponse à la lettre susmentionnée	72
36.	Déclarations concernant l'arrestation des suspects	73
37.	Déclaration de la Commission concernant les ressortissants égyptiens	78
38.	Déclaration émanant du Ministère de l'intérieur	80
39.	Ordonnance No 191 du Gouverneur de Khartoum demandant à tous les gouverneurs et aux présidents des municipalités, localités et comités populaires d'aider à la recherche des suspects	81
40.	Annonces publiées dans les journaux soudanais concernant les suspects	82
41.	Déclaration de la Commission demandant à tous les ressortissants égyptiens autres que les titulaires d'un passeport diplomatique de s'inscrire au commissariat le plus proche	94
42.	Communiqué publié par le Ministre de l'intérieur, demandant aux autorités de l'Etat, aux municipalités et aux localités d'aider à rechercher, localiser et arrêter les suspects	103
43.	Demande de complément d'information sur les fugitifs adressée par la Commission au Ministère des affaires étrangères	104
44.	Traité d'extradition entre le Soudan et l'Éthiopie	106

/...

Document 1

[Original : arabe]

Au nom de Dieu, le Clément et le Miséricordieux

RAPPORT SUR LA SUITE DONNÉE À LA DEMANDE DES AUTORITÉS ÉTHIOPIENNES
CONCERNANT L'EXTRADITION DE TROIS ÉGYPTIENS

1. Dans une lettre datée du 25 juillet 1995, et reçue le 27 du même mois, adressée par le Président éthiopien à son homologue soudanais, le Gouvernement éthiopien demande l'extradition des trois ressortissants égyptiens dont les noms suivent :

- Mustapha Hamza
- Izzet ou Bassem
- Hussein Ahmed Chayt Ali

D'après le contenu de cette lettre, les nommés Mustapha Hamza et Izzet se trouveraient déjà au Soudan, tandis que Hussein Ahmed Chayt Ali y serait entré avec un faux passeport le jour même de l'attentat à bord d'un appareil de la compagnie aérienne soudanaise.

2. Dès réception de la demande d'extradition, il a été créé une commission d'enquête présidée par le Procureur général et composée des représentants des divers services concernés, à savoir trois officiers de police, un officier des services de sécurité et un officier de la Direction du renseignement militaire. Le décret du 27 juillet 1995 portant création de cette commission, qui lui confère tous les pouvoirs et prérogatives en matière de recherches et d'investigations, lui a fixé un délai d'une semaine pour mener à bien ses travaux.

3. En application de la Convention d'extradition signée entre le Soudan et l'Éthiopie en 1964 et ratifiée en 1966, la Commission a commencé ses investigations pour retrouver et extrader les trois criminels recherchés.

4. Après avoir procédé à un examen minutieux de la demande d'extradition, les autorités chargées de l'enquête se sont employées à vérifier les renseignements fournis par les autorités éthiopiennes en annexe à leur demande. C'est ainsi que les mesures suivantes ont été prises :

- a) Le Procureur général a donné au substitut du parquet une instruction écrite lui demandant de lancer un mandat d'arrêt contre les suspects recherchés;
- b) Le Ministère public a lancé un mandat d'arrêt contre les trois suspects;
- c) Le 31 juillet 1995, un avis de recherche comprenant tous les renseignements concernant les suspects recherchés a été diffusé par la Direction centrale des recherches et de la région militaire centrale à tous les points d'entrée et de sortie de Khartoum, à tous les postes et commissariats de police et points de contrôle à l'entrée des villes et à tous les ports, aéroports et postes frontière afin de retrouver les trois suspects recherchés et de les arrêter;

/...

d) Le 31 juillet 1995, la Direction générale des passeports a été saisie pour fournir les renseignements suivants sur les suspects recherchés : date d'entrée au Soudan, adresse et justification du lieu de résidence. La Direction a également reçu pour instruction de les empêcher de quitter le pays jusqu'à la conclusion de l'enquête;

e) Le 31 juillet 1995 également, la Direction générale des passeports a été invitée à fournir les renseignements dont elle dispose sur le passeport No 63203 délivré au nom de Fayçal Lotfi Abdellatif qui serait entré au Soudan le 26 juin 1995 en provenance d'Éthiopie;

f) Dans sa réponse à la Commission d'enquête, la Direction générale des passeports indique qu'elle ne dispose d'aucun renseignement sur les suspects recherchés et qu'il n'existe aucune trace de leur entrée au Soudan du fait qu'il s'agit de ressortissants égyptiens qui ne sont pas inscrits sur les registres de l'immigration et ce, conformément à la pratique établie entre l'Égypte et le Soudan depuis des dizaines d'années. Toutefois, la Direction continue de vérifier les cartes d'entrée des années précédentes. Elle précise par ailleurs que le passeport No 63203 a été délivré à un citoyen soudanais du nom de Azzedine Ala'Eddin Aouchallah et que le nom de Fayçal Lotfi Abdellatif ne figure pas sur ses registres. Par ailleurs, les dossiers de la police de l'aéroport de Khartoum comportent une fiche de débarquement au nom de Fayçal Lotfi Abdellatif, entré au Soudan le 26 juin 1995 à bord du vol 327 de la compagnie aérienne soudanaise en provenance d'Addis-Abeba;

g) Le 29 juillet 1995, la Commission d'enquête a commencé la vérification des différentes adresses où pourrait se trouver Mustapha Hamza ou Azzedine en se basant sur les renseignements fournis par les autorités éthiopiennes. Or, il s'est avéré que ces adresses comportaient certaines contradictions et imprécisions de sorte que la Commission n'a pas pu repérer avec précision les immeubles ou maisons en question. Elle a néanmoins inspecté et fouillé sept maisons dans le quartier d'Arkouwit, une maison dans la zone des cités et une autre dans le quartier de Kouber. Elle a également fouillé plusieurs maisons de la banlieue de Khartoum, mais sans réussir à retrouver la trace des trois suspects recherchés. Les opérations de recherche se poursuivent;

h) La Commission a poursuivi ses recherches en faisant appel aux services de sécurité spécialisés et en se fondant sur les rapports périodiques transmis par les services de police des ports et aéroports, ainsi que les postes frontière et points de contrôle à l'entrée et à la sortie des villes, sans réussir à retrouver la trace des trois suspects recherchés;

i) Après l'expiration du délai de sept jours qui leur a été imparti, les autorités chargées de l'enquête ont présenté un rapport au ministre de l'intérieur dans lequel elles l'informent que l'enquête n'était pas terminée et que les recherches se poursuivaient. Le rapport souligne par ailleurs les difficultés rencontrées par la Commission d'enquête en raison de la réception tardive de la demande éthiopienne d'extradition (plus d'un mois après l'attentat) et de l'insuffisance des renseignements concernant les suspects. En effet, leur identité est incomplète et la description fournie ne suffit pas pour les identifier. En outre, les autorités éthiopiennes ne fournissent aucune preuve (témoignages ou documents) à l'appui de l'affirmation selon laquelle les nommés Mustapha Hamza et Izzet se trouveraient au Soudan. De plus, d'après les documents transmis par le tribunal éthiopien, le lieu de résidence des suspects n'est pas connu. En conséquence, conformément aux dispositions de la Convention

/...

d'extradition entre les deux pays qui stipulent que les demandes d'extradition doivent être étayées par des documents transmis par le tribunal concerné du pays requérant, la Commission a demandé aux autorités éthiopiennes de lui fournir des informations complémentaires;

j) Après avoir reçu le 7 février 1996 les rapports des services centraux de recherche et de la région militaire centrale qui indiquent que les recherches effectuées pour retrouver les suspects n'avaient pas abouti, les autorités chargées de l'enquête ont pris les dispositions prévues par la loi, à savoir la publication d'un avis de recherche dans les médias. Cet avis de recherche, qui comporte une description des suspects, précise qu'ils doivent être remis dans les plus brefs délais au poste de police le plus proche. Ainsi, toute la population a été invitée à participer à la recherche et à l'arrestation des suspects ou à fournir tout renseignement les concernant. Cet avis, qui a été diffusé pendant trois jours consécutifs à la télévision, à la radio et dans les quotidiens en langues arabe et anglaise, n'a donné aucun résultat;

k) Soucieuses de ne ménager aucun effort pour poursuivre les recherches, les autorités chargées de l'enquête ont décidé de procéder au recensement de tous les ressortissants égyptiens. Ainsi, à partir du 9 août 1995, tous les citoyens égyptiens, à l'exception des détenteurs de passeports diplomatiques, ont commencé à être enregistrés à leur entrée au Soudan. Par ailleurs, la Commission d'enquête a demandé le 7 février 1996 à tous les ressortissants égyptiens qui résident au Soudan de s'inscrire auprès du poste de police le plus proche;

l) La Commission d'enquête a demandé au Secrétariat général de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), par l'intermédiaire de son bureau de Khartoum, de lui fournir tous les renseignements dont elle dispose sur les suspects. Le 15 février 1996, le Secrétariat général d'INTERPOL a informé la Commission qu'il ne disposait d'aucun renseignement à leur sujet;

m) Le ministre de l'intérieur a donné instruction à tous les gouverneurs de province, aux autorités locales et aux collectivités de participer aux recherches. Le 26 février 1996, il a annoncé qu'une récompense serait versée à toute personne qui aiderait à l'arrestation des suspects ou fournirait des renseignements à cet effet. En outre, les gouverneurs ont donné instruction aux autorités provinciales et locales de déployer tous les efforts nécessaires pour rechercher les suspects;

n) Les autorités chargées de l'enquête examinent régulièrement les rapports périodiques émanant des services de police des ports et aéroports ainsi que des postes frontière afin d'empêcher les suspects de quitter le pays au cas où ils s'y trouveraient.

5. Les autorités chargées de l'enquête ont pu établir que les registres de police de l'aéroport de Khartoum comportaient une fiche de débarquement au nom de Fayçal Lotfi Abdellatif, entré au Soudan le 26 juin 1995, à bord du vol 327 de la compagnie aérienne soudanaise en provenance d'Éthiopie. L'adresse portée sur la fiche mentionne le quartier de Kouber dans les environs de la mosquée, mais toute la zone a été fouillée sans résultat. Par ailleurs, ce nom ne figure pas sur les registres du service des taxis de l'aéroport, ce qui prouve que le suspect était muni d'un faux passeport.

6. Les autorités chargées de l'enquête n'ont pu recueillir aucun renseignement prouvant que les dénommés Mustapha Hamza et Izzet ou Bassem sont entrés au Soudan. De même, il n'existe aucune trace de leur sortie du pays dans les ports, aéroports et postes frontière terrestres.

7. Les autorités chargées de l'enquête n'ont pu obtenir aucun renseignement complémentaire en dehors de ceux qui étaient joints à la demande d'extradition présentée par l'Éthiopie. C'est pourquoi, le 14 février 1996, elle a saisi par écrit le Ministère des affaires étrangères pour lui demander de solliciter des précisions et renseignements complémentaires auprès des autorités éthiopiennes.

8. Les opérations de recherche se poursuivent sur la base des renseignements communiqués par les autorités éthiopiennes, mais pour obtenir de meilleurs résultats, les autorités chargées de l'enquête ont besoin d'informations complémentaires sur les déplacements antérieurs des suspects entre l'Éthiopie et le Soudan, d'une description physique plus détaillée, de leur lieu de résidence supposé ainsi que de documents prouvant la présence au Soudan des suspects Mustapha Hamza et Izzet. Aux termes de la Convention d'extradition entre les deux pays, seule la demande du Tribunal fait foi. Or, cette dernière ne fait pas mention de leur présence au Soudan, comme le confirment les conclusions de la Commission d'enquête.

/...

Document 2

In the Name of God The Merciful
The Compassionate

Minsitry of Interior
The Minister's office

The Minister of Interior,

Taking note of the instructions issued per the Presidential Head office and the requisition made by the Ethiopian authorities respecting the surrender of three suspects alleged to have conspired to the attempted homicide of the Egyptian President in Addis Ababa , issues the following decree:-

Ministerial Decree NO,98 / 95 respecting the formation of an Investigation Committee.

1. Formation of the committee :-

a. Dr. Abdel Rahman Ibrahim ElKhalifa

Director for Public Prosecution (D.P.P)

Head of the Committee.

b. Police col: Babiker Ahmed ElHussayn Police force Head office . Member.

c.Col : Mohamed Mukhtar. Member.

d.col : Hasan Salih. Member.

e .Police Major ElNil Fath ElRahman (Aliens Passport) .Member

h. Police Major : Abdel Gafur Osman Keylani (Central Investigation Bureau). Member

Jurisdictions of the Committee

2. The Committee has the jurisdiction to consider the requisition made by the Ethiopian authorities respecting the surrender of three suspects who are alleged to have conspired to Commit an attempted homicide on the life of the Egyptian President , and to take all the necessary measures relating to this requisition pursuant to the Criminal Procedure Act , 1991 , The Extradition Act , 1957 , and the Bilateral Extradition Treaty between the Sudan and Ethiopia , 1966.

Powers of the Committee

3.The Committee shall have the following powers :-

a.To look into all the relevant documents and order the presence of any person and compel such a person or persons to appear before the Committee to give their statements.

- b. To address all the Departments and authorities regarding its mission.
- c. The Committee may seek the assistance of any person to complete its mission.

The Report of the Committee

- 4. The Committee shall submit its report in a period not exceeding seven days from the date of its formation .

Issued under my signature this 1st day of Rabi ElAwal , 1416 Hijra ,
the 28th . of July 1995.

ElTayeb Ibrahim Mohamed Kheir
Minister of Interior

/...

٢٣٤٦/٨٧

በኢትዮጵያ የስራና መንግሥት
የሰላም 14 ዓዲስአበባ
የወረዳ 9 ፃርድ በተ

የመጀመሪያ አገልግሎት

التاريخ

معلومات الشرطة

ዕለ 18/87

፳፭፻፭ ዘመን አዋጅ

ተከማሪች ነው/ ዘመን የየዘመን አገልግሎት ገዢ

የሰላም ስም አስተያየት ወደም ስም የየዘመን

2፭/ አገልግሎት ገዢ የሰላም ስም አስተያየት ወደም ያሸሙ

3፭/ ሁሉን ለህጻዊ ስነት ለለ አገልግሎት ገዢ የሰላም ስም አስተያየት ወደም
ፈጸሳል በጥና ሂደት በኋላ የቀጣጠበያ ስም የቀጣጠበያ(የቀጣጠበያ)

፲፭፻፭ ቀን ለተለተ የቀጣጠበያ የቀጣጠበያ ስም ስም በ፩፭፻፭/፪፭፻፭/፪፭፻፭
1987.9.9. በተደረገ ይበኩስ ከለው በዘመን ስም የተመተበት ተመርሱም ሂደት ለተጠለው
የሰላም ሁሉ ወጪ ተከማሪች ተፈላጊው በዚታች ስለዚ ከፍል ተጠለውን ከተተለ አይደን
ለውን አገልግሎት አገልግሎት በመወጣው ነው::

ተወካክ

- ተከማሪች ሂደት የተጠለው ወጪ የሰላም ሁሉ ነው:: ለአዲቶ ተወካክ የሰላም ለቅርቡ
በመረጃው ተረት ተከማሪች ተፈላጊው ለገኘ አለጀለም::
- በአሁን ለተፈላጊው የሰላም ሁሉ ወጪ ተከማሪች ተወካክ የሰላም ስም ስም ለፍርድ ለማ
ቻዎ የተከማሪች ተከማሪች የሰላም ስም ስም በቅርቡ ሆኖም ለቅርቡ በቅርቡ ተከማሪች የሰላም
በመወጣው ተከማሪች በሰላም አገልግሎት በዚታች ስም ስም ተከማሪች የሰላም ስም ስም
 - የተወካክ ገለጻ ለመዋወች ከፍል ተጠለው ይተለለኝ
 - የዘመን ለዘመን ስም ስም::

Document 4

REF. No. 2346/87

DATE: JULY 25/1995

THE TRANSITIONAL GOVERNMENT OF ETHIOPIA

REGION 14 ADMINISTRATION

WOREDA 9 COURT

JUDGE: WOJEBU AMARE

ACCUSED: 1 - MUSTAFA HAMZA

- NATIONALITY - EGYPTIAN
- FICTITIOUS NAME - IBRAHIM OR ABU HAMZA

2 - AN EGYPTIAN NATIONAL BY THE FICTITIOUS
NAME(S) IZAT OR YASIM

3 - HUSAYN AHMAD SHAITALI
- AN EGYPTIAN NATIONAL USING SUDANESE
PASSPORT WITH A FICTITIOUS NAME
FAISAL LUTFI ABDELLATIF

THIS CASE IS BROUGHT TO THE ATTENTION OF THE COURT
BY THE LETTER WRITTEN BY THE CENTRAL ATTORNEY
GENERAL NO. 2/~~an~~ -1119/~~an~~+1/87 DATED JULY 25/1995 REQUESTING
AUTHORIZATION FROM THE COURT TO SEARCH FOR AND
DETAIN THE ABOVE NAMED INDIVIDUALS WHO ARE SUSPECTED
OF COMMITTING AN ATTEMPTED HOMICIDE AND WHOSE
WHEREABOUTS ARE YET UNKNOWN.



ORDER

- THE CRIME THE ACCUSED ALLEGED TO HAVE COMMITTED IS AN ATTEMPTED HOMICIDE. INVESTIGATION COULD NOT BE UNDERTAKEN AS THE ACCUSED HAVE NOT YET MADE THEMSELVES AVAILABLE.
- WE THEREFORE HEREBY AUTHORIZE, PURSUANT TO ARTICLES 53 AND 56 OF THE CRIMINAL PROCEDURE CODE, THE DETENTION OF THE ACCUSED INDIVIDUALS, WITH A VIEW TO UNDERTAKING INVESTIGATION AND BRING THEM TO JUSTICE, WHEREVER THEY ARE FOUND AND BY WHATEVER MEANS AVAILABLE, AFTER THEIR IDENTITY HAS BEEN ASCERTAINED.
- LET THE COPY OF THIS ORDER BE GIVEN TO THE REQUESTING BODY AND THE FILE BE RETURNED TO THE ARCHIVES.

Certified exact translation as authenticated by the
Ministry of Foreign Affairs.



/...

Document 5

ATTACHMENT 1

IBRAHIM / ABUHAMZA

TRUE NAME: MUSTAFA HAMZA
NATIONALITY: EGYPTIAN
AGE: APPROXIMATELY 33 YEARS OLD
EDUCATION: BELIEVED TO HAVE COMPLETED HIS UNIVERSITY EDUCATION
OCCUPATION: GAMA'AT ISLAMIYYA LEADERSHIP,
PREVIOUS RECORD: KNOWN TERRORIST, WANTED BY THE EGYPTIAN GOVERNMENT
MARITAL STATUS: MARRIED

CURRENT ADDRESS IN SUDAN

MUSTAFA HAMZA IS LIVING IN A HOUSE LOCATED BEHIND THE ARABIC MARKET, KHARTOUM (it has been learnt that the market, which was active for some time, is no longer used.) CURRENTLY, HE LIVES IN THE ARKAWIT SECTION OF KHARTOUM, BEHIND ALSUK AL ARBIA, TOGETHER WITH HIS FAMILY.

THIS HOUSE IS LOCATED APPROXIMATELY THREE-AND-HALF MILES SOUTH-EAST OF THE AIRPORT, PAST AFRICAN UNIVERSITY, IN THE EAST ARKAWIT SECTION. MUSTAFA'S RESIDENCE IS A TWO-STORY ROOM CONNECTED THROUGH INTERCOM, AND IS COMPLETELY SURROUNDED BY A FOUR METER STONE WALL. THE MAIN ENTRANCE IS A BLACK PAINTED STEEL GATE THAT SWINGS TO THE OUTSIDE.

/...

His Role in The Terrorist Act

Mustafa Hamza is the person who masterminded and spearheaded the terrorist activity and is known to have traveled to Ethiopia as early 2 years before the attempt on the life of the Egyptian President to prepare the ground for the implementation of the terrorist plan which he initiated, followed closely and also executed as the leader of the whole terrorist effort.

ATTACHMENT 2

IZAT / YASIM

TRUE NAME:

NATIONALITY: EGYPTIAN

HEIGHT: 5' 7 FEET

SKIN COLOR: MEDIUM DARK COMPLEXION

HAIR COLOR: BLACK SHORT, NO FACIAL HAIR

AGE: APPROXIMATELY 34 YEARS OLD

BODY COMPLEXION: THIN FRAME

SPECIAL MARK: NO OBVIOUS SCARS, DID NOT WEAR
GLASSES, WEARS A METAL CASE CASIO
DIGITAL WATCH ON HIS LEFT HAND.

MARITAL STATUS: MARRIED

CURRENT ADDRESS:

IZAT OWNS A HOUSE IN KHARTOUM AND LIVES ALONG WITH
HIS FAMILY. HE SPENDS MOST OF HIS TIME IN THE SAFE
HOUSE USED BY GAMA'AT ISLAMIYYA LOCATED IN IMARAT
KHARTOUM.

His Role in The Terrorist Act

He is the second person after Mustafa Hamza for the terrorist operation in which the Egyptian President was the target. In this capacity he is known to have carried out missions with the view to ensuring the implementation of the 26 June terrorist act in Addis Ababa. His full identity can be obtained from Mustafa Hamza and from Husayn Ahmad Shaf' Ali.

Document 7

ATTACHMENT 3

SIRAJ / FATHII



1. TRUE IDENTITY

NAME: HUSAYN AHMAD SHAIT ALI
NATIONALITY: EGYPTIAN
PLACE OF BIRTH: QINA, EGYPT
DATE OF BIRTH: 22 SEPTEMBER 1964
PREVIOUS OCCUPATION: AN ENGINEERING STUDENT IN ASYUT UNIVERSITY
CURRENT OCCUPATION: MEMBER OF GAMA'AT ISLAMIYYA
PREVIOUS RECORD: HE WAS ARRESTED AND CHARGED IN FOUR CASES IN EGYPT AND FLED TO SAUDI ARABIA IN 1991

2. FICTITIOUS IDENTITIES USED BY SIRAJ/FATHII

2.1. SUDANESE PASSPORT

NAME: FAISAL LUTFI ABDELLATIF
NATIONALITY: SUDANESE
OCCUPATION: ENGINEER
PASSPORT: 63203
VISA NUMBER

(used to flee to Sudan) APSUD

PLACE VISA ISSUED ADDIS ABABA

FLIGHT NUMBER SUDAN AIRWAYS 327

2.2. ETHIOPIAN PASSPORT

NAME: SIRAJ MOHAMMED HUSIEN
NATIONALITY: ETHIOPIAN
OCCUPATION: UNEMPLOYED
PASSPORT NUMBER: E 411054
PLACE OF BIRTH: DIREDAWA
DATE OF BIRTH: 1964

His Role in The Terrorist Operation

Husayn Ahmad Shait' Ali has participated in the 26th June terrorist operation against President Mubarak. He left Addis Ababa the same day that the terrorist act was committed. He left Addis Ababa by Sudan Airways Flight No. 327. The Embarkation Card filed out by him and the flight manifest confirming that he left Addis Ababa on the date mentioned are to be found in additional documents attached herewith.

Document 8

THE SCHEDULE
FORMS

1. FORM OF ORDER OF ATTORNEY-GENERAL TO THE ATTORNEY

TO..... P. P. P. Republic of India.....

WHEREAS a requisition has been made to me by.....

,the diplomatic representative of..... Ethiopia.....

.....for the surrender of.....

Musaiya Hawza.....

accused/convicted of the commission of the offence of

Attempted Murder.....within the territory of

Ethiopia.....now I hereby, by

this order under my hand and seal , notify you that such requisition has been made , and require you to issue your warrant for the arrest of such fugitive and further deal with the case in accordance with the provisions of the Extradition Act , 1957.

Given under the hand and seal of the undersigned

this..... 21st July

.....day of 1995

ATTORNEY - GENERAL .16

A. Chaw



THE SCHEDULE
FORMS

1. FORM OF ORDER OF ATTORNEY-GENERAL TO THE ATTORNEY

TO..... D.P.P.Re public by Order.....
WHEREAS a requisition has been made to me by.....
....., the diplomatic representative of.... Ethiopia.....
..... for the surrender of.....
..... Hussein Ahmed Thani Ali.....
..... accused/convicted of the commission of the offence of.....
..... Ethiopia..... within the territory of.....
..... now I hereby, by
this order under my hand and seal, notify you that such requisition has
been made, and require you to issue your warrant for the arrest of such
fugitive and further deal with the case in accordance with the
provisions of the Extradition Act, 1957.
Given under the hand and seal of the undersigned
this..... 29/5..... day of 1995.....

ATTORNEY - GENERAL .16

A. Clark



THE SCHEDULE
FORMS

1. FORM OF ORDER OF ATTORNEY-GENERAL TO THE ATTORNEY

TO..... D. P. P. Re public of India.....
WHEREAS a requisition has been made to me by.....
....., the diplomatic representative of..... Ethiopia.....
.....for the surrender of.....
.....1291 / Yasim.....
.....accused/convicted of the commission of the offence of.....
.....Attempted Murder.....
.....within the territory of..... Ethiopia.....now I hereby, by
this order under my hand and seal notify you that such requisition has
been made, and require you to issue your warrant for the arrest of such
fugitive and further deal with the case in accordance with the
provisions of the Extradition Act, 1957.
Given under the hand and seal of the undersigned
this..... 29th July.....
.....day of 1995.....

ATTORNEY - GENERAL .16



Document 9

FORM OF ARREST BY ATTORNEY

TO.....Any Police man.....

WHEREAS the Attorney-General, by order his hand and seal, has notified me that requisition has been duly made to him for the surrender of.....Mustafa Hamza.....

accused / convicted of the commission of the offence of.....Attempted.....Homicide of.....The Egyptian President.....in Addis Ababa.....within the territory of.....Ethiopia.....

THIS IS THEREFORE to command you to arrest the said.....accused.....

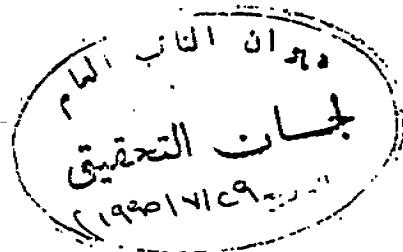
.....and bring him before me to show cause why he should not be surrendered in accordance with the provisions of the Extradition Act, 1957.

Given under my hand and seal atJuly.....this
.....29th.....day of.....1995.....

ATTORNEY

Dr. Abdel Rahman Ibrahim
El Khalifa

لـ
(D.P.P.)



FORM OF ARREST BY ATTORNEY.

TO.....Any Policeman.....

WHEREAS the Attorney-General, by order his hand and seal, has notified me that requisition has been duly made to him for the surrender of.....Husayn.....Ahmed Shait Ali.....

accused / convicted of the commission of the offence of.....Attempted.....
.....Homicide of the Egyptian President in Addis Ababa.....
within the territory of

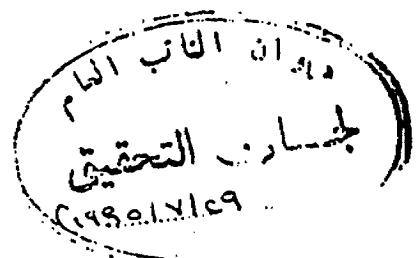
THIS IS THEREFORE to command you to arrest the said.....accused.....

.....and bring him before me to show cause why he should not be surrendered in accordance with the provisions of the Extradition Act, 1957 .

Given under my hand and seal atJuly..... this
.....29th..... day of1995.....

ATTORNEY

Dr-Abdel Rahman Ibrahi
EL Khalifa
N.D.P.
(D.P.P.)



FORM OF ARREST BY ATTORNEY

TO..... Any.... Police man.....

WHEREAS the Attorney- General , by order his hand and seal , has notified me that requisition has been duly made to him for the surrender of.....Izat / Yasim.....

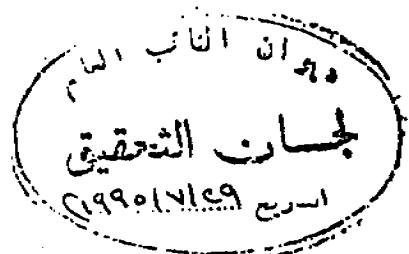
accused / convicted of the commission of the offence of..... Attempted
.....Homicide of the Egyptian President in Addis Ababa.....
within the territory of Ethiopia.....

THIS IS THEREFORE to command you to arrest the said.....accused.....

and bring him before me to show cause why he should not be surrendered in accordance with the provisions of the Extradition Act, 1957.

Given under my hand and seal at July this
..... 29th day of 1995.

ATTORNEY
Dr. Abdel Rahman Ibrahim
EL Khalifa
Note
(D. P. P.)



Document 10

In the name of God The Merciful
The Compassionate

July , 29, 1995

The Director,
The General Criminal Administration

Assalamu Alaikum

Re : - Acircular to arrest the accuseds

1. The following mentioned names are suspected to have conspired to the attempted homicide on the life of the Egyptian President in Addis Ababa on June the 26th , 1995 and one of them is suspected to have fled to the Sudan after the incident .

2 . For acknowledgement and issuance of a circuler with the discription of the suspects as provided by the Ethiopian Authorities in order to arrest them, they are :-

a. Mustafa Hamza - an Egyptian national, 33 years old, married, believed to have completed his university education , has fictitious names - Ibrahim - Abu Hamza . Attached hereto is his passport photo .

b. Izat - Yasim - an Egyptian national, 5,7 feet high , skin colour , Black short , No facial hair , thin frame , approximately 34 years old , no special mark , no obrious scars , dose not wear glasses , wears a metal case Casio digital watch on his left hand , married .

C. Husayn Ahmed Shiat Ali , an Egyptian national , 31 years old , place of birth Qina , Egypt , date of birth 22 September 1964 , a dismissed engineering student , Asyut universty . He carries a fictitious name of Faisal Lutfi Abdel Latif and a forged Sudanese passport with the NO.63203 and an Ethiopian passport NO.E411054. unemployed , place of birth , Diredawa, date of birth 1964.

Please find attached hereto a passport photo .

3. Please take note of the above mentioned information .
We expect a prompt feedback.

Thanks.

For / Dr. Abdel Rahman Ibrahim ElKhalifa
Head of the committee formed
pursuant to the Ministerial Decree
NO.98/95

Document 11

In the Name of God The Merciful
The Compassionate

The General Criminal Administration
The Central Investigation Bureau

July 30, 1995
NO.20 Criminal circular

From : The Director of the Central Investigation Bureau

To : The Police Director in all states of the Sudan:-

It is required to look for and arrest the following :-

* Mustafa Hamza , an Egyptian national, approximately 33 years old, married, believed to have completed his university education , has fictitious names Ibrahim / Abu Hamza .

b. Izat /Yasim , an Egyptian national, 5,7 feet high , skin colour brown , has short black hair , no facial hair , thin frame , no obvious scars ,dose not wear glasses , wears a metal case Casio digital watch on his left hand , married .

* Husayn Ahmed Shiat Ali , an Egyptian national , 31 years old , place of birth Qina , Egypt , date of birth 22 September 1964 , a dismissed engineering student , Asyut universty . He carries a fictitious name of Faisal Lutfi Abdel Latif and a forged Sudanese passport with the NO.63203 and an Ethiopian passport NO.E411054. Unemployed , place of birth , Diredawa, date of birth 1964.

The above mentioned names are suspected to have conspired to the attempted homicide on the life of the Egyptian President in Addis Ababa and to have fled to Sudan.

If found or arrested please promptly report to the Investigation Central Bureau.

For/

Hasan Ali

For/

The Director of the Central
Investigation Bureau.

Document 12

In the name of God The Merciful
The Compassionate

August 5th, 1995

The Commandor ,
Khartoum Central Military Area

Re:- Acircular respecting the description
of the suspects

1, Attached hereto are the names and descriptions of foreigners who are wanted suspects . Please circulate this circular to all the units and check points. If identified they should be arrested and sent to us.

2, Their descriptions run as follows:-

-Mustafa Hamza , an Egyptian national, 33 years old, married, believed to have completed his university education , has fictitious names Ibrahim or Hamza , attached hereto is a passport photo of the said suspect.

-Izat or Yasim - an Egyptian national, 5,7 feet high , Black , No facial hair , thin frame , approximately 34 years old , no special mark , no obvious scars , does not wear glasses , wears a metal case Casio digital watch on his left hand , married .

-Husayn Ahmed Shiat Ali , an Egyptian national , 31 years old , place of birth Qina , Egypt , date of birth 22 September 1964 , a dismissed engineering student , Asyut universty . He carries a fictitious name of Faisal Lutfi Abdel Latif and a forged Sudanese passport with the NO.63203 and an Ethiopian passport NO.E411054. Unemployed , place of birth , Diredawa, date of birth 1964.Attached hereto is his passport photo.

3,For acknowledgment and a feedback.

Thanks

For / Dr. Abdel Rahman Ibrahim ElKhalifa
Head of the Committee formed pursuant
to the Ministerial decree NO 98/95

Document 13

In the Name of God The Merciful
The Compassionate

From :- The Head office of the Central Military Administration ,
Khartoum

To :- All Military areas , check points , Khartoum State , Police force,
The Central Investigation Committee, Khartoum state's Investigation
office , Khartoum state's security.

The 5th .of Auqust 1995 . confidential.

Reference our message No م ع ف /confidential / 150/ dated 2nd .of
Auqust 1995 , the discriptions of the suspects who are wanted run as
follows:-

-Mustafa Hamza , an Egyptian national, 33 years old, married,
believed to have completed his university education , has fictitious
names Ibrahim or Hamza , attached hereto is a passport photo of the
said suspect.

-Izat or Yasim - an Egyptian national, 5,7 feet high , Black , No
facial hair , thin frame , approximately 34 years old , no special
mark , no obvious scars , does not wear glasses , wears a metal case
Casio digital watch on his left hand , married .

-Husayn Ahmed Shiat Ali , an Egyptian national , 31 years old ,
place of birth Qina , Egypt , date of birth 22 September 1964 , a
dismissed engineering student , Asyut universty . He carries a
fictitious name of Faisal Lutfi Abdel Latif and a forged Sudanese
passport with the NO.63203 and an Ethiopian passport NO.E411054.
Unemployed , place of birth , Diredawa, date of birth 1964.Attached
hereto is his passport phphoto.

Please move for an action.

Ismail Hasan Ismail ElBeiley
khartoum Military Area

Document 14

In the Name of God The Merciful
The Compassionate

July 29, 1995

The Director

The General Administration for the Passport Police .

Assalamu Alaikum

Re : Information about foreigners

The following names are carriers of Egyptian nationalities and are suspected to have conspired to the commitment of a crime , they are :

1. Mustafa Hamza , 33 years old.
2. Husayn Ahmed Shiat Ali , 34 years old.
3. Izat or Yasim (no further names are provided)

Please take note and report back about their dates of entry and their immigration record ,if any. Please take note that they are banned from leaving the Sudan until we inform you again.

For / Dr. Abdel Rahman Ibrahim ElKhalifa
Head of the Committee formed pursuant
to the Ministerial decree NO 98/95

Document 15

In the Name of God The Merciful
The Compassionate

July 29, 1995

The Director
Passport and Immigration Administration
Assalamu Alaikum

Re : The Sudanese passport NO63203
In the name of Faisal Lutfi Abdel Latif

1. Reference the Ministerial decree NO 98/95 (a copy thereto is attached).
2. Please report whether this name is among the passengers of SD.flight NO.327 coming from Addis Ababa in June 26, 1995.

Thanks.

For / Dr. Abdel Rahman Ibrahim ElKhalifa
Head of the Committee formed pursuant
to the Ministerial decree NO 98/95

Document 16

In the Name of God The Merciful
The Compassionate

The General Administration
for Passports , Nationality
and Identity Cards.

NO.MR/50/B/1/6
31July,1995

Head of the Committee
formed pursuant to the
Ministerial decree NO. 98/95

Re: Information about foreigners

Reference your letter dated 29,July ,1995 allow me to report the following :

1. We have looked into the entry books respecting three Egyptian nationals from the 1st . of July 1994 to 30th . of July 1995 and we have not found any information to indicate the entry of the suspects to the Sudan .
2. We contacted all our stations inquiring about the entry of the suspects through any of these stations and all the stations reportedthat the names of the suspects did not show in any of their registers during that period.
3. It has been effected and circulated that the suspects are banned and not allowed to leave Sudan if they are there.
4. Please take note of the above mentioned information.

Thanks.

Salah ElDin ElKhalifa Mohamed
For/ The Director for the
General Administration of Passports,
Nationality and Identity Cards.

Document 17

In the Name of God The Merciful
The Compassionate

Report about an assignnment

1. I have been assigned the duty of going through the books and records of Khartoum International Airport Taxi services and specifically to look for the name of passenger Faisal Lutfi Abdel Latif who is suspected to have arrived from Addis Ababa on board Sudan Airways flight in June 26, 1995.
2. After a thorough revision of the above mentioned documents , I did not find the name of the said passenger among the users of the Airport Taxi.
3. Our revision and investigation covered the period from June 20,1995 to July 10,1995 and that too did lead us to the said name.

Mohamed Mukhtar
Member of the Committee
Auqst 1,1995

In the Name of God The Merciful The Compassionate

Ministry of Interior
The General Administration for
Passports, Immigration and Identity Card
computer section

Auqust 5 , 1995

Manager of Head office

Re.....

Reference your letter No....dated.....respecting the abovementioned issue , allow me to inform you of the following:-

Name: Izeldin Ala aldin Osh Allah Mohamed	No of passport:63203	
Place of issuance: Jeddah	Occupation: Labour	Date Passport is issued Sept 6.92
Address: Arkawit Block No.56 House No.50		
Place of Birth : Medani	Date of Birth: 1.1.62	
Nationality No: 232838	Type : Nationality by Birth	Given at : Khartoum
No of previous passport: 63881		Given at : Khartoum
Date of issuing the previous passport : 26-3-1981		Sex : Male

Rabi Mohamed Sharif

Manager of Planning and statistics and Programms.

Document 19

Search Warrant

(See section 86 of the criminal Act,1991)

To : (Name and description of the person required to execute the search warrant)

1st lieutenant Hamid Farah ELhaj .

It has been brought to my attention that an information has been lodged respecting committing a crime (the crime should be mentioned)

and it has been clear to me that a search may be conducive to the objectives of the investigation regarding the said crime.

This warrant delegates the authority to you to conduct a search of a certain house in Arkawit Area. to look for the suspects.

If any of them is found you have to promptly hand over to the Attorney; You should also bring this form back together with a report.

Issued in July 31,1995

Head of the Committee.

Search Minutes

Pursuant to the search warrant dated 31/7/1995 under the order of the chairman of the committee established by the Ministerial Resolution 98/95 the search was done as follows :

Arkawit - Block No 57 house no 5

Name of the owner or location :

Faddalla ELMubarak Faddalla -

Name of the resident :

Faddalla ELMubarak Faddalla

witnesses:-

1- Isam Salig Mohamed

2- Haron Abdalla Mohamed

Exhibits captured :

nothing

Other remarks :

nothing

Signature of the owner or the resident:

Signature of witness:

1-

2-

Confidential
Re : Report

- 1- Pursuant to the instructions issued to me on 1/8/1995, I first lieutenant Hamed Farah Alhaj, and according to the search warrant issued by the Prosecutor General on 31/7/1995 for searching the said house in Arkawit. I have searched the said house, accompanied by a force of two persons on 1/9/1995 at 730.
- 2- The search took place on the presence of the owner of the House Mr. Fadlalla Almubarak Fadlalla an expatriate teacher at the United Arab Emirates. The house consists of a ground floor comprising one apartment and an upper floor comprising two apartments, and the house is owned by the said person.
- 3- The House is occupied by the above person and his family. During the search neither the suspected persons, nor anything indicating the presence of persons other than the above residents were found in the house which was thoroughly searched .
- 4- for your perusal and advice .

1st lieutenant Hamid Farah Alhaj

description of the house :-

- 1- A two storey building in a 500 meter area. The ground apartment consists of three bedrooms , Kitchen, Saloon and three bathrooms. The upper floors comprises two apartments one of which consists of two bedrooms, kitchen, bathroom and a hall and the other consists of three bedrooms, kitchen, bathroom and a hall.
- 2- The house is constructed of concrete with a brick fence and colored stones on facade. It open Northwards and has three doors opening inwards, two of them of a large size (3 folds) and the third is small located between the two large ones. the colour of doors is black.
- 3- The house is not located in a corner, and it opens on a large main un asphalted street east of Albalabil station by 1- 1.5 Kilometers. sketch of the location of the House

Document 20

Search Warrant

(See section 86 of the criminal Act, 1991)

To : (Name and description of the person required to execute the search warrant)

1st. Lieutenant Mokhlis Mohd. Kheir

It has been brought to my attention that an information has been lodged respecting committing a crime (the crime should be mentioned)

and it has been clear to me that a search may be conducive to the objectives of the investigation regarding the said crime.

This warrant delegates the authority to you to conduct a search of a certain house in Arkawit Area. to look for the suspects.

If any of them is found you have to promptly hand over to the Attorney, You should also bring this form back together with a report.

Issued in July 31, 1995
Head of the Committee.

Search Minutes

Pursuant to the search warrant dated 31/7/1995 under the order of the chairman of the committee established by the Ministerial Resolution 98/95 the search was done as follows :

Name of the owner of location :

Modathir EL said Ahmed

Name of the resident :

Sinatkhatim ALKhalifa

witnesses:-

- 1- Waleed Hussein Khalifa
- 2- Alrasheed Hussein Khalifa

Exhibits captured :

Nothing :-

Other remarks :

Nothing :-

Signature of the owner or the resident:

Signature of witness:

1-

2-

confidential

Re : Report .

- 1- Persuant to the instructions issued to me on 31 / 7 / 95, 1st. leutenant Mokhlis Mohamed Khier and by virtue of a search warrant issued by the Director For Public Prosecution on 1/8 / 1995 conducted a search of the house indicated in Arkawit accompanied by a force consisting of four persons at 7:30 a.m.
- 2- The search was carried in the presence of the resident Mr. Sir Alkhtim Alkhaliifa (the Prime Minister of the October Government) owned his son Hassan Sir Alkhatim Alkhaliifa . The search was attended and witnessed by :
 - 1/ Walid Hassan Khlifa .
 - 2/ Alrasheed Hassan Khlifa .
- 3- The house is located at Arkawit middle street and consists of two floors and owned by Mr. Mudathir Alsayed Hamad .
- 4- During the search neither the suspected persons nor any thing indicating their prior presence could be traced . There is no resident in the house other than the family of Mr. Sir alkhatim Alkhaliifa .

|1st. leutenant Mokhlis Mohd. Kheir Osman .

Document 21

Search Warrant

(See section 86 of the criminal Act, 1991)

To : (Name and description of the person required to execute the search warrant)

Captain Farid Mirghani Ahmed

It has been brought to my attention that an information has been lodged respecting committing a crime (the crime should be mentioned)

and it has been clear to me that a search may be conducive to the objectives of the investigation regarding the said crime.

This warrant delegates the authority to you to conduct a search of a certain house in Arkawit Area. to look for the suspects.

If any of them is found you have to promptly hand over to the Attorney, You should also bring this form back together with a report.

Issued in July 31, 1995

| Head of the Committee.

/...

Search Minutes

Pursuant to the search warrant dated 31/7/1995 under the order of the chairman of the committee established by the Ministerial Resolution 98/95 the search was done as follows :

Name of the owner of location :

Ahmed Wadi Hassan

Name of the resident :

Mohamed EL Fatihi said Ahmed

witnesses:-

1- Abu Bakar said Ahmed.

2- —

Exhibits captured :

Nothing

Other remarks :

Nothing

Signature of the owner or the resident:

Signature of witness:

1-

2-

1...

confidential

Re : peort on searching a house in Arkawit , square 61.

- 1- Pursuant to the instructions issued on 1 / 8 / 1995 , and the . search warrant ordered by the Director for Public Prosecution on 31/ 7/ 1995 , for the above house in Arkawit .
- 2- on 1/8/ 1995 , accompanied by a force consisting of six persons at 7:30 a.m conducted search of the said place .
- 3- The search took place in the presence of the house owner Mr. Mohamed Elfatih sid Ahmed and his brother Abu baker sid Ahmed .
- 4- The house consists of two floors plus another floor under construction . The house is owned by 1st . General (prisons) Ahmed Waddi Hassan , but it is occupied by the family of Mr. Elfatih sid Ahmed and his brother .
- 5- During the search , the suspected persons were not found . Nothing indicating the presence of persons other than the residents was found in the house which was thoroughly searched .
- 6- for your perusal

captain . Farid Mirghani Ahmed .

1/8/1995 .

Description of the House

1- location :

the house is situated in Arkawit , square 61 , Albalabil station 500 meters east then 150 meters south .

2- The house consists of a ground floor , a first floor , and a semi - completed second floor .

3- colour of the building is green and purple , The doors are black and open in wards to the south .

4- The house has one neighbour from the northern side .

(Sketch of the house location)

Document 22

Search Warrant

(See section 86 of the criminal Act,1991)

To : (Name and description of the person required to execute the search warrant)

1st Lieutenant Mabhlis Mohmud Khier

It has been brought to my attention that an information has been lodged respecting committing a crime (the crime should be mentioned)

and it has been clear to me that a search may be conducive to the objectives of the investigation regarding the said crime.

This warrant delegates the authority to you to conduct a search of a certain house in Arkawit Area. to look for the suspects.

If any of them is found you have to promptly hand over to the Attorney, You should also bring this form back together with a report.

Issued in July 31,1995

Head of the Committee.

/...

Search Minutes

Pursuant to the search warrant dated 31/7/1995 under the order of the chairman of the committee established by the Ministerial Resolution 98/95 the search was done as follows :

Name of the owner of location :

Osman Abass A . ALatti

Name of the resident :

Him self

witnesses:-

1- Ali Khalid Hassan

2- Khalid Osman Abass

Exhibits captured :

Nothing

Other remarks :

Nothing

Signature of the owner or the resident:

Signature of witness:

1-

2-

Confidential

Re : Report on searching house No 211 Square 70 Arkawit

- 1- Pursuant to the instructions issued to me and the order of the prosecutor General on 31/7/1995 of first lieutenant Mokhlis Mohamed Khier accompanied by a force have searched the House No 211 Square 70 Arkawit.
- 2- The owner and resident of the house is Mr Osman Abbas Abdul Atti pilot engineer with the Qatari Airlines.
- 3- The search took place in the presence of the wife of the owner Mrs Mona Khaled Hassan Hussien, her brother Ali Khaled Hassan Hussien and her son Khaled Osman Abbas.
- 4- At the time the search took place, the owner of the house was travelling.
- 5- After a thorough search of the rooms and the House nothing was found to indicate the presence of aliens in the House and it appeared that the family of Mr. Osman Abbas abdel Atti were the only residents.
- 6- The house consists of two floors and is located in the middle of a 630 meters area. The doors open southwards in a wall constructed of stone and ornamented by metal. The outside doors are black and the internal doors are yellow.
- 7- The House consists of two floors, the first one comprises a hall, three bedrooms, Kitchen , and a balcony. The ground floor consists of a hall, saloon, two bedrooms and a Kitchen. within the fence there is an additional room for the guests and a storage room
- 8- For your perusal and advice .

1st lieutenant
Mokhlis Mohamed Khier Osman.

Document 23

Search Warrant

(see section 86 of the criminal Procedures Act 1991)

To : (Indicate the name and title of the person required to execute this warrant) 1st.Lt. Aldoon Ahmed Salih

Where it has been reported to me (or a complaint is filed to me) that a crime has been committed (or suspected to have been committed) (Indicate briefly the crime stating time and place), and it appeared to me that conducting a search may be conducive to the purposes of the on going investigation (or will be commenced) on the said crime (or the suspected crime), this warrant authorizes and instructs you to conduct a search (mention the place or places to be searched) including all documents or other things necessary or desirable for the purposes of the said ivesigation (or state the documents or the thing searched) and if any of the aforesaid should be found , you immediately present the same to the Attorney General office (and shall otherwise decide) .

This warrant shall be returned with a statement of the action you have carried in pursuance herewith .

issued on this day 31 of July 1995.

signature and seal of the Director For Public Prosecution , of the Attorney Generals Chambers .

Search Minutes

Pursuant to the search warrant dated 31/7/1995 under the order of the chairman of the committee established by the Ministerial Resolution 98/95 the search was done as follows :

Name of the owner or location :

Ibrahim Ahmed

Name of the resident :

Wael Mohamed

witnesses:-

- 1- Kamal Eldin Mohamed
- 2- ELHaj Noun Aldaim

Exhibits captured :

Nothing

Other remarks :

Nothing

Signature of the owner or the resident:

Signature of witness:

1-

2-

Confidential
Re : House Search in Al - Amarat

- 1- Pursuant to the instruction issued to me, I first Lt. Abdoon Ahmed Salih, and according to the search warrant issued by the Attorney General Chambers on 31/7/1995 . I have searched a house in Alamarat, street 27.
- 2- At 1100 hours of 2/8/1995 we have searched the house located near the Tax Dept. in street 27 in Alamarat , accompanied by a force consisting of four persons.
- 3- The house is located in the second floor of the building of Ibrahim Hamad , and comprises an apartment containing two bedrooms, a hall and two bathrooms.
- 4- After a thorough search of the house we did not find anything unusual. The residents are 5 Palestinian students .
- 5- For your perusal and advice .

1
1st Lt.
Abdoon Ahmed Salih

Document 24

Search Warrant

(see section 86 of the criminal Procedures Act 1991)

To : (Indicate the name and title of the person required to execute this warrant) 1st Lt Al-Doon Ahmed SALT

Where it has been reported to me (or a complaint is filed to me) that a crime has been committed (or suspected to have been committed) (Indicate briefly the crime stating time and place), and it appeared to me that conducting a search may be conducive to the purposes of the on going investigation (or will be commenced) on the said crime (or the suspected crime), this warrant authorizes and instructs you to conduct a search (mention the place or places to be searched) ALG/0301 including all documents or other things necessary or desirable for the purposes of the said investigation (or state the documents or the thing searched) and if any of the aforesaid should be found , you immediately present the same to the Attorney General office (and shall otherwise decide) . Building in Kol

This warrant shall be returned with a statement of the action you have carried in pursuance herewith .

issued on this day 31 of July 1995 .

signature and seal of the Director For Public Prosecution , of the Attorney Generals Chambers .

/...

Search Minutes

Pursuant to the search warrant dated 31/7/1995 under the order of the chairman of the committee established by the Ministerial Resolution 98/95 the search was done as follows :

Name of the owner of location :

ALGozoli

Name of the resident :

Mohmed FaTHi - Khalid FaTHi - Samir ALhilati

witnesses:-

- 1- Khalid Ahmed Musa
- 2- Kamal AlDalkanim

Exhibits captured :

Nothing

Other remarks :

Nothing

Signature of the owner or the resident:

Signature of witness:

1-

2-

/...

Document 25

Search Warrant

(See section 86 of the criminal Act,1991)

To : (Name and description of the person required to execute the search warrant)

Major Abu Baker Mohamed Daldam

It has been brought to my attention that an information has been lodged respecting committing a crime (the crime should be mentioned)

and it has been clear to me that a search may be conducive to the objectives of the investigation regarding the said crime.

This warrant delegates the authority to you to conduct a search of a certain house in Arkawit Area. to look for the suspects.

If any of them is found you have to promptly hand over to the Attorney. You should also bring this form back together with a report.

Issued in July 31,1995

Head of the Committee.

/...

In the Name of God The Merciful
The Compassionate

Search Report

Pursuant to the search warrant issued in July 31, 1995 according to the order of the Head of the Committee formed by the Ministerial decree NO98/95, the search has been conducted as follows:-

Place: Block No .7 House NO 212.

Owner of the Place :- Salah Hainid ElShiekh . expatriate.

Occupier of the Place :- Salah Hainid ElShiekh.

Witnesses :-

- 1, Abdel Azim Ahmed Yusuf . Court Janitor.
- 2, Yasir Kamal EIDin.

Items seized :-

Nothing.

Other information:-

The owner of the house is an expatriate working in Saudi Arabia , he stays for a short period in Sudan , while he is away , the house is occupied by and is under the guard of the court's janitor and his small family.

Signature of the owner or occupier :-

Signature of the witnesses:-

3rd . August 1995

5:10 p.m.

confidential

NO:
DATE:

Re : house search report

- 1- Pursuant to the instructions given to me , and on this day the 3rd of august 1995 , Abubakr Mohamed Daldom accompanied by a force of three persons , conducted a search on the house No. 215 , square 70 Arkawit on the basis of a search warrant issued on 31.7.1995 .
- 2- The house is occupied by Mr. Salah Hamid Elsheikh and his family . He is domiciled in Saudia Arabia, Jeddah and works as an office manager in Elrahman Establishment . After a detailed search of the house we did not find the suspected aliens and there was no trace for any cther persons other than the house owner , his family , and the guard and his family who are guarding the house in the absence of the owner .
- 3- Description of the house : The house consists of a ground floor of three rooms , large hall , saloon in addition to a kitchen and the bathrooms . there is no furniture . and the house is unoccupied . The first fioor consists of two apartments each consists of two rooms , a hall , a kitchen and the bathrooms . one of the apartments is unoccupied and unfurnished . There is a roof terrace . The house occupies a corner location , having two black doors and opens southwards . The outside wall is built of stones with brick columns .
- 4- When the owner of the house is absent abroad , the house is occupied by Mr. Ahmed Yousif , at the courts administration , the publication dept. , together with his small family .
- 5- For your perusal and aknowledgement .

Abu bakr Mohamed Daldom .

/...

Document 26

Search Warrant

(See section 86 of the criminal Act,1991)

To : (Name and description of the person required to execute the search warrant)

Captain Farid M Erghani Ahmadi.

It has been brought to my attention that an information has been lodged respecting committing a crime (the crime should be mentioned)

and it has been clear to me that a search may be conducive to the objectives of the investigation regarding the said crime.

This warrant delegates the authority to you to conduct a search of a certain house in Arkawit Area. to look for the suspects.

If any of them is found you have to promptly hand over to the Attorney, You should also bring this form back together with a report.

Issued in July 31,1995

Head of the Committee.

Search Minutes

Pursuant to the search warrant dated 31/7/1995 under the order of the chairman of the committee established by the Ministerial Resolution 98/95 the search was done as follows :

Name of the owner of location :

Salah ELDin Awad Mohamed.

Name of the resident :

Him self .

witnesses:-

- 1- Willyam Agoos .
- 2- Amal Salah Khalil .

Exhibits captured :

Nothing

Other remarks :

Nothing

Signature of the owner or the resident:

Signature of witness:

1-

2-

/...

Confidential
Re: search report

- 1- Pursuant to the instructions issued to me, I Capt. Farid Mirghani Ahmed accompanied by a force of two persons have searched the house No. 36, according to a search warrant issued by the Attorney General Chambers on 31/7/1995.
- 2- The house is occupied by Mr Salahuddin Awad Mohamed Abuba' er. After a thorough search of the house neither the suspects nor any traces of persons other than the occupants have been found. Only the above mentioned occupant and his family are the residents of the house , including the guard of the house.
- 3- **Description of the House :**
The house consists of ground and first floors . The ground floor comprises three bedrooms a sitting room , another room and a large hall. The first floor comprises four rooms, saloon, and a terrace on the southern side. The outside wall is gray and made of stone . The doors are black opening northwards, and the house is located in Arkawit , square 70, house No. 39.
- 4- For your perusal and advice.

Captain
Farid Mirghani Ahmed

/...

Document 27

Search Warrant

(see section 86 of the criminal Procedures Act 1991)

To : (Indicate the name and title of the person required to execute this warrant). Mr. Aldean Ahmed Salih
Where it has been reported to me (or a complaint is filed to me) that a crime has been committed (or suspected to have been committed) (Indicate briefly the crime stating time and place), and it appeared to me that conducting a search may be conducive to the purposes of the on going investigation (or will be commenced) on the said crime (or the suspected crime), this warrant authorizes and instructs you to conduct a search (mention the place or places to be searched) including all documents or other things necessary or desirable for the purposes of the said ivesigation (or state the documents or the thing searched) and if any of the aforesaid should be found , you immediately present the same to the Attorney General office (and shall otherwise decide) .

This warrant shall be returned with a statement of the action you have carried in pursuance herewith .

issued on this day 31 of July 1995 .

signature and seal of the Director For Public Prosecution , of the Attorney Generals Chambers .

Search Minutes

Pursuant to the search warrant dated 31/7/1995 under the order of the chairman of the committee established by the Ministerial Resolution 98/95 the search was done as follows :

Name of the owner of location :

MERGHANI Osman Hussein

Name of the resident :

Mohamed Ali

witnesses:-

- 1- Kamal Abdalkarim
- 2- Ahmed Hassan

Exhibits captured :

Nothing

Other remarks :

Nothing

Signature of the owner or the resident:

Signature of witness:

1-

2-

/...

Re : Report

- 1- Pursuant to the instructions issued to we 1st Lt. Abdoon Ahmed Salih, and following the search warrant issed by the Attorey General's Chambers on 31/7/1995, I have searched the farm of Mr. Mirghani Osman Hussien on 4/8/1995.
- 2- The farm is located in Soba area adjacent to the public road connecting Soba with the Centre of Khartoum. It is fenced by wires and has a metal gate. The farm contains a cows enclosure and planted for pasture purposes. It also contains a three bedroom rest house and a barn.
- 3- A number of persons working in the farm as caretakers of the cows and peasants. No aliens were traced in the farm.
- 4- for your perusal and advice.

1st Lt.
Abdoom Ahmed Salih
4/8/59

Document 28

Search Warrant

(see section 86 of the criminal Procedures Act 1991)

To : (Indicate the name and title of the person required to execute this warrant) . *1st Lt Abdorn Ahmed Selih*
Where it has been reported to me (or a complaint is filed to me) that a crime has been committed (or suspected to have been committed) (Indicate briefly the crime stating time and place) , and it appeared to me that conducting a search may be conducive to the purposes of the *on going investigation* (or will be commenced) on the said crime (or the suspected crime) , this warrant authorizes and instructs you to conduct a search (mention the place or places to be searched) including all documents or other things necessary or desireable for the purposes of the said ivesigation (or state the documents or the thing searched) and if any of the aforesaid should be found , you immediately present the same to the Attorney General office (and shall otherwise decide) .

This warrant shall be returned with a statement of the action you have carried in pursuance herewith .

issued on this day 31 of July 1995.

signature and seal of the Director For Public Prosecution , of the Attorney Generals Chambers .

Search Minutes

Pursuant to the search warrant dated 31/7/1995 under the order of the chairman of the committee established by the Ministerial Resolution 98/95 the search was done as follows :

Name of the owner or location :

Abdalla Mohamed Ahmed Beyomi

Name of the resident :

Ahmed Abdallrahman.

witnesses:-

- 1- Saleri Abdal A3iz
- 2- Haroun Abdalla

Exhibits captured :

Nothing

Other remarks :

Nothing

Signature of the owner or the resident:

Signature of witness:

1-

2-

/...

Re : Report

- 1- Pursuant to the instructions issued to me , I 1st Lt. Abdoon Ahmed Salih and following the search warrant issued by the Attorney General's Chambers on 31/7/59, I have searched the farm of Abdullah Mohamed Ahmed Baiyomi on 4/8/95.
- 2- The farm is located in west Aljuraif , Alsheeta quarters, the 5th area. It contains a large nursery and a room occupied by the supervisor of the farm. On the southern side the farm is adjacent to the farm of Hassan Salih and on the eastern side there is an agricultural land then the river. Access to the farm is by its door which opens westwards or though an opening on the southern side of the farm.
- 3- After searching the said farm there is only the owner and the supervisor and some workers. We did not find any aliens or any thing indicating their presence.
- 4- For your perusal and advice.

1st Lt.
Abdoon A. Salih

/...

Document 29

Search Warrant

(see section 86 of the criminal Procedures Act 1991)

To : (Indicate the name and title of the person required to execute this warrant). *1st Lt Abdorn Ahmed Salih* . Where it has been reported to me (or a complaint is filed to me) that a crime has been committed (or suspected to have been committed) (Indicate briefly the crime stating time and place), and it appeared to me that conducting a search may be conducive to the purposes of the *on going investigation* (or will be commenced) on the said crime (or the suspected crime), this warrant authorizes and instructs you to conduct a search (mention the place or places to be searched) including all documents or other things necessary or desirable for the purposes of the said investigation (or state the documents or the thing searched) and if any of the aforesaid should be found , you immediately present the same to the Attorney General office (and shall otherwise decide) .

This warrant shall be returned with a statement of the action you have carried in pursuance herewith .

issued on this day 31 of July 1995 .

signature and seal of the Director For Public Prosecution , of the Attorney Generals Chambers .

/...

Search Minutes

Pursuant to the search warrant dated 31/7/1995 under the order of the chairman of the committee established by the Ministerial Resolution 98/95 the search was done as follows :

Name of the owner of location :

Zaki Sir ALKhatim

Name of the resident :

Hasan ALSawahili

witnesses:-

1- Yahia Alissa

2- Ali Mekki

Exhibits captured :

Nothing

Other remarks :

Nothing

Signature of the owner or the resident:

Signature of witness:

1-

2-

/...

**In The Name of God the Most
Gracious The most Merciful
Re : Report**

- 1- Pursuant to the instructions issued to me , I 1st Lt. Abdoon Ahmed Salih, and in accordance with the search warrant issued by the Attorney General Chambers dated 31/7/95 , have conducted search of a farm located in Halfaya area on the 4 th of august 1995.**
- 2- The location of the farm is parallel to the rail way passing east of the main road of Halfaya , and surrounded by trees and a number of other farms. It has two entrances. It comprises a chicken enclosure, lemon trees, and a number of store rooms, and a rest house. The number of the farm, is Sagiya (74) and belongs to Mr Zaki Sir Alkhatim Alkhaliifa.**
- 3- The guard of the farm is Mr. Hassan Alsawahili an A / C engineer. There are other ten people working in the farm . After a thorough search we did not find any aliens or any trace leading to the same.**
- 4- For your perusal and advice .**

**Ist Lt.
Abdoon Ahmed Salih**

Document 30
Personal and Top Confidential

dated : 20/1/1996
To : police director Eastern - Nile
Greetings

**Subject : Search Order for the so- called
Faisal Lutfi Abdellatif**

- 1- The above - mentioned is of an Egyptian origin bearing a number of false names and identification documents :-
 - a- Sudanese passport by the name of Faisal Lutfi Abdellatif No : 63203
 - b- Ethiopian Passport by the name of Siraj Hussein No: 411154.
- 2- The above - mentioned is wanted by the Ethiopian authorities for his involvement in the incident of the Assassination Attempt of the Egyptian President in Addis Ababa.
- 3- He arrived Sudan from Addis Ababa on the 27 th of June 1995 and according to the disembarkation card he stated that his address Kobber - Haj Yousif Street.
- 4- The preliminary search in Kobber quarter did not reveal any information about him , therefore you are requested to intensify the search for him and find enclosed herewith the bulletin issued about the said person .

Dr. Abdel Rahman Iorahim Elkhalifa
Prosecutor, General
Chairman of the established committee by resolution 98/95

Document 31

Confidential

To : Director of the Interior Security , Khartoum North Province.
Greetings .

Subject : Search Order for the so - called : Faisal Lutfi Abdulatif.

- 1- The abovementioned person is an Egyptian National . His real name according to the Ethiopian request for extradition is Ahmed Hussien Shait Ali . He is accused of participating in the assassination attempt of the Egyptian President in Addis Ababa.
- 2- The Said person uses false names and bears identification documents as follows.
 - a- Sudanese passport No. 63203 by the name of Faisal Lutfi Abdulatif.
 - b- Ethiopian passport 411154 by the name of Siraj Hussein .
- 3- The said person arrived Khartoum from Addis Ababa on 27 June 1995 , and stated that his place of stay is Kobber quarter, Alhaj Yousif street (as per the disembarkation card.)
- 4- The suspected locations in the quarter were searched but the search did not lead to the above mentioned.
- 5- For your perusal and for thorough search of the above- mentioned. within your jurisdiction , specially Kobber Area, and to arrest him as soon as found and report. (enclosed copy of the bulletin issued regarding his description)

Thanks,

Dr. Abdul Rahman Ibrhim
Chairman of the Committee established by resolution 98/95

Document 32
~~Personal and Top Confidential~~

No. without
Date : 23/1/1996

To : Director of General Department of Crimes

Greetings

Subject : Bulletin to arrest accused persons

References :-

- a- Our letter dated 29/7/1995.
 - b- Criminal bulletin No : 20 dated 30/7/1995 issued from the Director of the Central Criminal Investigation Department.
- 1- With reference of the above-mentioned, kindly inform us urgently with the results of your efforts in searching for the wanted persons as stated in (b) above.
- 2- Thank you.

Dr. Abdurhmin Ibrahim
Chairman of the Committee Established by
Ministerial Resolution 98/95

The Central Investigation Department

date : 3/2/1996

To : The Chairman of the Committee Established by the Ministerial Resolution.

Att : Dr. Abdel Rahman Ibrahim

Reference : your letter dated 23/1/1996 regarding the bulletin for arrest of accused

1- Kindly be informed that we have circulated the criminal bulletin No 20 dated 5/8/1995 to all states of the Sudan to search for and arrest of the accused persons, but so far we did not find any positive result and the efforts are still going on.

2- For your kind information.

Brig. Police
Gafaar Mohamed Ahmed
Director - General of the central Investigation Department.

/...

Document 34

Confidential and Personal

To : The Commander of Khartoum Central Region
Date : 31/ 1/1996

Subject : Bulletin on the description of suspects

References :

- a- Our letter dated 5/8/1995
- b- Your cable # 151 dated 5/8/1995 addressed to all Military Regions, Check Points , Khartoum State Police , Central Investigations Dept., State Investigations Authorities , Khartoum State Security Authorities , Police Security , and The Administration of the Interior Security .
- 1- Referring to the above Kindly inform the results of the search for the suspects indicated in our letter Referred to in [a] above.

Thanks

Dr. Abdulrahman Ibrahim ElKhalifa
Chairman of the Committee established by The
Ministerial Resolution 98/95

/...

Document 35

Confidential

**Peoples Armed Forces
H.Q of the Central Military Region Khartoum
Date 6 Feb. 1996**

**To : Chairman of the Committee established by the Ministerial Resolution .
Attn. : Dr. Abdulrahman Ibraheem**

Greetings

References :

**a. Your letter personal and Confidential (Without number) dated
31/1/1996.**

**1- Please be informed that until now we did not receive an indication of the
results of your search of the suspects, requested vide the above
referenced letter .**

2- For your information .

Colonel Psc.

Head of the Intelligence Dept. in the Central Military Region

/...

Document 36

Ministry of Justice
Attorney Generals Chambers
The Criminal Administration
Director for Public Prosecution(D.P.P,
Proclamation

To :- Mustafa Hamza

an Egyptian national

I , Dr. Abdel Rahman Ibrahim , the Director for Public Prosecution , issue this proclamation in furtherance to the previous two warrants of arrests dated July the 29th .1995 and August the 5th.1991 , pursuant to section 78 of the Criminal Procedure Act , 1991.

Taking note of the requisition for surrender made by the Ethiopian judicial authority pursuant to the Extradition Treaty concluded between the Sudan and Ethiopia , 1966. I took cognizance of the fact that you are alleged to have committed criminal conspiracy relating to the attempted homicide of the Egyptian President in Addis Ababa on the 26th of June,1995.

I also took cognizance of the fact that Woreda 9 court , Region 14 Administration , of Ethiopia authorized your detention in its order No.2346/87 dated July 25/1995 and that your where abouts are unknown , though you are suspected to have fled to the Sudan .

I therefore here by authorize your detention and order you to surrender and report to the nearest Police station in a period not exceeding a week from the date of issuing this proclamation.

The Public is requested to assist in the detention and arrest of the forementioned accused whose identity has been described by the Ethiopian Judicial Authority as follows :-

IBRAHIM/Abu Hamza

True Name:- Mustafa Hamza.

Nationality:- Egyptian.

Age :- Approximately 33 years old.

Education:- Believed to have completed his university education.

Occupation.- Gamma at Islamiyya leadership.

Pervious Record:- known terrorist , wanted by the Egyptian Government.

Marital status:- Married.

Let a copy of this proclamation be given to the country requesting the surrender of the accused.

Dr. Abdel Rahman Ibrahim ElKhalifa
Director for Public Prosecution
(D .P . P)

/...

**Ministry of Justice
Attorney Generals Chambers
The Criminal Administration
Director for Public Prosecution(D.P.P)
Proclamation**

To : Izat / Yasim

an Egyptian national

I , Dr. Abdel Rahman Ibrahim , the Director for Public Prosecution , issue this proclamation in furtherance to the previous two warrants of arrests dated July the 29th .995 and August the 5th.1991 , pursuant to section 78 of the Criminal Procedure Act , 1991.

Taking note of the requisition for surrender made by the Ethiopian judicial authority pursuant to the Extradition Treaty concluded between the Sudan and Ethiopia , 1966, I took cognizance of the fact that you are alleged to have committed criminal conspiracy relating to the attempted homicide of the Egyptian President in Addis Ababa on the 26th of June, 1995.

I also took cognizance of the fact that Woreda 9 court , Region 14 Administration , of Ethiopia authorized your detention in its order No.2346/87 dated July 25/1995 and that your whereabouts are unknown , though you are suspected to have fled to the Sudan .

I therefore here by authorize your detention and order you to surrender and report to the nearest Police station in a period not exceeding a week from the date of issuing this proclamation.

The Public is requested to assist in the detention and arrest of the forementioned accused whose identity has been described by the Ethiopian Judicial Authority as follows :-

True Name:- (not provided)

Nationality:- Egyptian.

Height:- 5,7 feet.

Skin colour:- Medium dark complexion.

Hair colour:- Black short , no facial hair.

Age :- Approximately 34 years old.

Body complexion :- Thin frame.

Special Marks:- No obvious scars , does not wear glasses , wears a metal case casio digitized watch on his left hand.

Marital status.- Married.

Let a copy of this proclamation be given to the country requesting the surrender of the accused.

Dr. Abdel Rahman Ibrahim ElKhalifa
Director for Public Prosecution
(D.P.P)

/...

Ministry of Justice
Attorney Generals Chambers
The Criminal Administration
Director for Public Prosecution(D.P.P)
Proclamation

To :- Husayn Ahmed Shiat Ali
an Egyptian national

I , Dr. Abdel Rahman Ibrahim , the Director for Public Prosecution , issue this proclamation in furtherance to the previous two warrants of arrests dated July the 29th .1995 and August the 5th.1991 , pursuant to section 78 of the Criminal Procedure Act , 1991.

Taking note of the requisition for surrender made by the Ethiopian judicial authority pursuant to the Extradition Treaty concluded between the Sudan and Ethiopia , 1966, I took cognizance of the fact that you are alleged to have committed criminal conspiracy relating to the attempted homicide of the Egyptian President in Addis Ababa on the 26th of June,1995.

I also took cognizance of the fact that Woreda 9 court , Region 14 Administration of Ethiopia authorized your detention in its order No.2346/87 dated July 25/1995 and that your whereabouts are unknown , though you are suspected to have fled to the Sudan .

I therefore here by authorize your detention and order you to surrender and report to the nearest Police station in a period not exceeding a week from the date of issuing this proclamation.

The Public is requested to assist in the detention and arrest of the forementioned accused whose identity has been described by the Ethiopian Judicial Authority as follows :-

Siraj / Fathii

True Identity :-

Name:- Husayn Ahmed Shiat Ali

Nationality :- Egyptian.

Placeof Birth.- Qina , Egypt.

Date of Birth:- 22 September 1964.

Current Occupation:- Member of Gama at Islamiyya.

Pervicus Record :- He was arrested and charged in four cases in Egypt and fled to an Arab country.

Fictitious Identities used by Siraj / Fathii

Name :- Faisal Lutfi Abdel Latif.

Nationality :- Sudanese.

Occupation.- Engineer.

Passport :- 63204.

Visa Number :-

(used to flee to Sudan) AP SUD

Place visa issued .- Addis Ababa.

Flight Number :- Sudan Airways 327. let a copy of this proclamation be given to the country requesting the surrender of the accused.

Dr. Abdel Rahman Ibrahim Elkhalfa
Director for Public Prosecution

IN THE NAME OF GOD THE MOST
GRACIOUS, THE MOST MERCIFUL
MINISTRY OF JUSTICE, ATTORNEY - GENERAL
CHAMBER CRIMINAL DEPARTMENT
ANNOUNCEMENT FOR A FUGITIVE SUSPECT

To : Izzat or Yassim " Egyptian National "

I, Dr. Abd Elrahman Ibrahim El Khalifa Prosecutor - General , in accordance with the powers embodied in article 78 of the Criminal Procedure Act 1991 , hereby , issue this announcement further to the previous bulletins announcing your arrest, dated 29/7/1995 and 5/8/1995 whereas it has been brought to our knowledge by the request of the Ethiopian authorities to hand you over, in conformity with the 1966 Extradition Treaty between the two countries , and that you are suspected to have participated in the assassination attempt of the Egyptian president in Addis Ababa in 26/6/1995, and whereas you are wanted according to the order No. 2346/87 issued by court number 9 in the 14th. Administrative Region in Ethiopia, and since you were not found and though to have infiltrated into the Sudan , I hereby, order you to surrender yourself to the nearest police station within a period not exceeding one week from the date of this announcement.

All people are requested to assist in arresting the above mentioned person who has the following particulars according to the Ethiopian request for extradition :

- age about 34 years old, black hair, short shaved beard and mustache, with no distinguished particulars, does not wear glasses, wearing a casio watch and married.

Issued on the Ninth day of the month of Ramadan 1416 H corresponding to . 7 feb. 1996.

Dr. Abd Elrahman Ibrahim El Khalifa
Prosecutor - General

/...

IN THE NAME OF GOD THE MOST GRACIOUS , THE MOST MERCIFUL

**MINISTRY OF JUSTICE - ATTORNEY
GENERAL'S CHAMBER
THE CRIMINAL DEPARTMENT**

ANNOUNCEMENT FOR FUGITIVE SUSPECT

To : Hussein Ahmed Shait - Egyptian national .

I , Dr. Abdelrahman Ibrahim El Khalifa the Prosecutor General , and in accordance with the powers embodied in the article 78 of The Criminal Procedure Act 1991 , hereby , issue this announcement in pursuance to the previous arrest bulletins Dated 29 July 1995 and 5 August 1995. Whereas it has been brought to our Knowledge by the request of the Ethiopian authorities to hand you over , in conformity with the 1966 Extradition Treaty between the two countries , and that you are suspected to have participated in assassination attempt of the Egyptian president in Addis Ababa in 26 June 1995 and , whereas you are wanted according to order number 2346/87 issued by the court number 9 in the 14 th Administrative Region in Ethiopia , and since you were not found and thought to have infiltrated into the Sudan . I , hereby , order you to surrender yourself to the nearest police station within a period not exceeding one week from the dated of this announcement .

All people are requested to assist in arresting the above - mentioned person who has the following particulars according to the Ethiopian request for extradition .

Age :- About 32 years , former student of Engineering at Assyut university , holds an number of false names and identities such as :-

1-Faysal Iutfy Abdellatif , holding false Sudanese Passport number 63203 , indicating occupation as an engineer .

2- Siraj Mohamed Hussien : holding false Ethiopian passport No . 54 letter E . occupation : - Unemployed .

Issued on the ninth day of the month of ramadan 1416 H . Corresponding to the seventh day of the month of February 1996.

**Dr . Abdelrahman Ibrahim El Khalifa
The Prosecutor - General**

Document 37

**IN THE NAME OF GOD THE MOST
GRACIOUS THE MOST MERCIFUL .**

ANNOUNCEMENT

The Investigation Committee established in accordance with the decision of the Minister of the Interior No . 95/98 to conduct the necessary investigations in response to the request of the Ethiopian authorities to the Sudan to hand over three Egyptian nationals suspected in the assassination attempt of the Egyptian president in Addis Ababa and suspected to have been infiltrated in to the Sudan , hereby , announce all Egyptian Nationals " Except the holders of diplomatic passports " to register their names in the nearest police station to their place of residence , in period of time not exceeding ten days from the date of this announcement .

The investigation committee also announces that all Egyptian nationals departing the Sudan " except holders of Diplomatic passports " will be subjected to investigations by the concerned authorities at airports , sea ports , and border stations .

**Dr. Abd Elrahman Ibrahim Elkhalifa
resident of the committee , established
in accordance with the decree no . 95/ 98**

**19 ramadan 1416 H.
8.2.1996**

In the Name of God The Merciful
The Compassionate

Announcement

The Committee formed pursuant to the ministerial decree 98/95 ,to look into the requisition made by the Ethiopian authorities to surrender three Egyptians suspected to have conspired to the attempted homicide on the life of the Egyptian President in Addis Ababa and alleged to have fled to Sudan, hereby announces all the Egyptian nationals other than the carriers of the diplomatic passports,to register their names with the Police stations within which jurisdiction they reside, in a period not exceeding ten days from the date of this letter.

The Committee declares that any Egyptian national other than carriers of diplomatic passports leaving the Sudan shall be subjected to a thorough vetting of this documents and an investigation by the Passports authorities in all the Airports , sea ports and border gates.

For / Dr. Abdel Rahman Ibrahim ElKhalifa
Head of the Committee formed pursuant
to the Ministerial decree NO 98/95

* N.B :-

This announcement has been published in the following
Sudanese newspapers:-

- 1, AlIngaz - Feb.15,1996.
- 2, AlSudan AlHadith - Feb.19,1996.
- 3, ElRae AlAkher -Feb.15,1996.
- 4, Akhbar ElYayom - Feb.15,1996.

Document 38

In the name of god the most
gracious , most merciful .

Announcement from the ministry of Interior

The Minister of the Interior requests all local and State Government Authorities to participate in searching for three Egyptian nationals suspected in the assassination attempt of the Egyptian president and suspected to have infiltrated into the Sudan . According to the announcements of the Investigation Committee established for this purpose as announced in the mass media, by resolution 98/95 , The Ministry of the Interior requests all citizens to extend every possible assistance in this regard , and would like to announce that the Ministry of the Interior has allotted a valuable reward for whoever helps in revealing the whereabouts or apprehending the wanted suspects .

Announcement Issued in El ingaz
El Watani News paper

/...

Document 39

GOVERNOR OFFICE

KHARTOUM STATE

DECISIONS OF THE GOVERNOR
DECISIONS NO 191

In conformity with the announcement issued by the Prosecutor-General, Chair man of the Committee Established by the Ministerial Decree that was entrusted to conduct investigation and consideration of the request of the Ethiopian authorities to extradite three suspects in the ass - asination attempt of the Egyption president , in Addis Ababa on 26 of June 1995 , I , hereby instruct all the governors in the state of Khartoum state , Chairmen of localities and the popular committees , to recirculate the announcement of the concerned Committee , and to urge members of the public to assist in the search for, and pursuit of the suspects , and provide the concerned Committee at its Headquarters at the Attorney - General's Chambers with any information regadng the suspects .

This decree is to be treated with the necessary attention and urgency .

Badr Eldin Taha Ahmed

Wali of Khartoum state

Addressed to :-

- All governors
- Chairmen of localities
- Chairmen of popular committees

Copy to :

The Committee of Investigation on the Incident of the Assasination Attempt of the Egyptian Prsident .

Att : Dr . Abdelrahman Ibrahim

Document 40

(Vol. 7 No 10)

(AAN 1/11/01 817 (bycc NYG/EL) () well New HORIZON

Ministry of Justice
Attorney Generals Chambers
Criminal Administration
Director for Public Prosecution (D.P.P.)
Proclamation

To:- Hussain Ahmed Shiat Ali

I, Dr. Abdel Rahman Ibrahim, the Director for Public Prosecution, issues this proclamation in furtherance to the previous two warrants of arrests dated July the 29th, 1995 and August the 5th, 1995, pursuant to section 78 of the Criminal Procedure Act, 1991.

Taking note of the requisition for surrender made by the Ethiopian Judicial Authority pursuant to the Extradition Treaty concluded between the Sudan and Ethiopia, ratified 1966, I took cognizance of the fact that you are alleged to have committed a criminal conspiracy relating to the attempted homicide of the Egyptian President in Addis Ababa on the 26th of June, 1995.

I also took cognizance of the fact that Woreda 9 court, Region 14 Administration, of Ethiopia authorized your detention in its order No. 2346/87 dated July 25/1995 and that your whereabouts are unknown, though you are suspected to have fled to the Sudan.

I therefore hereby authorize your detention and order you to surrender and report to the nearest Police station in a period not exceeding a week from the date of issuing this proclamation.

The Public is requested to assist in the detention and arrest of the aforementioned accused whose identity has been described by the Ethiopian Judicial Authority as follows:-

Siraj/Fathi

No. 4

True Identity:-

Name:- Hussain Ahmed Shiat Ali

Nationality:- Egyptian

Place of Birth:- Qina, Egypt.

Date of Birth:- 22 September 1964.

Current Occupation:- Member of Gama'at Islamiya.

Previous Record:- He was arrested and charged in other cases in Egypt and fled to an Arab country.

Felicitous Identities used by Siraj/Fathi.

Name:- Faisal Lutfi Abdel Latif.

Nationality:- Sudanese.

Occupation:- Engineer.

Passport:- 63204.

Visa Number:-

(used to flee to Sudan) AP SUD

Place visa issued:- Addis Ababa.

Flight Number:- Sudan Airways 327.

Let a copy of this proclamation be given to the country requesting the surrender of the accused.

Dr. Abdel Rahman Ibrahim El Khalifa
Director for Public Prosecution
(D.P.P.)

Ministry of Justice
Attorney Generals Chambers
Criminal Administration
Director for Public Prosecution (D.P.P.)
Proclamation

To:- Mustafa Hamza

I, Dr. Abdel Rahman Ibrahim, the Director for Public Prosecution, issues this proclamation in furtherance to the previous two warrants of arrests dated July the 29th, 1995 and August the 5th, 1995, pursuant to section 78 of the Criminal Procedure Act, 1991.

Taking note of the requisition for surrender made by the Ethiopian Judicial Authority pursuant to the Extradition Treaty concluded between the Sudan and Ethiopia, ratified 1966, I took cognizance of the fact that you are alleged to have committed a criminal conspiracy relating to the attempted homicide of the Egyptian President in Addis Ababa on the 26th of June, 1995.

I also took cognizance of the fact that Woreda 9 court, Region 14 Administration, of Ethiopia authorized your detention in its order No. 2346/87 dated July 25/1995 and that your whereabouts are unknown, though you are suspected to have fled to the Sudan.

I therefore hereby authorize your detention and order you to surrender and report to the nearest Police station in a period not exceeding a week from the date of issuing this proclamation.

The Public is requested to assist in the detention and arrest of the aforementioned accused whose identity has been described by the Ethiopian Judicial Authority as follows:-

Ibrahim/Abu Hamza

True Name:- Mustafa Hamza.

Nationality:- Egyptian.

Age:- Approximately 33 years old.

Education:- Believed to have completed his university education.

Occupation:- Gama'at Islamiya leadership.

Previous Record:- Known terrorist, wanted by the Egyptian Government.

Marital status:- Married.

Let a copy of this proclamation be given to the country requesting the surrender of the accused.

Dr. Abdel Rahman Ibrahim El Khalifa
Director for Public Prosecution
(D.P.P.)

Hussein Ahmed Shiat Ali

Ministry of Justice
Attorney Generals Chambers
Criminal Administration
Director for Public Prosecution (D.P.P.)
Proclamation

To:- Izat/Yasim

I, Dr. Abdel Rahman Ibrahim, the Director for Public Prosecution, issues this proclamation in furtherance to the previous two warrants of arrests dated July the 29th, 1995 and August the 5th, 1995, pursuant to section 78 of the Criminal Procedure Act, 1991.

Taking note of the requisition for surrender made by the Ethiopian Judicial Authority pursuant to the Extradition Treaty concluded between the Sudan and Ethiopia, ratified 1966, I took cognizance of the fact that you are alleged to have committed a criminal conspiracy relating to the attempted homicide of the Egyptian President in Addis Ababa on the 26th of June, 1995.

I also took cognizance of the fact that Woreda 9 court, Region 14 Administration, of Ethiopia authorized your detention in its order No. 2346/87 dated July 25/1995 and that your whereabouts are unknown, though you are suspected to have fled to the Sudan.

I therefore hereby authorize your detention and order you to surrender and report to the nearest Police station in a period not exceeding a week from the date of issuing this proclamation.

The Public is requested to assist in the detention and arrest of the aforementioned accused whose identity has been described by the Ethiopian Judicial Authority as follows:-

True Name:- (not provided)

Nationality:- Egyptian.

Height:- 5.7 feet.

Skin colour:- Medium dark complexion.

Hair colour:- Black short, no facial hair.

Age:- Approximately 34 years old.

Body complexion:- Thin frame.

Special Marks:- No obvious scars, does not wear glasses, wears a metal case Casio digital watch on his left hand.

Marital status:- Married.

Let a copy of this proclamation be given to the country requesting the surrender of the accused.

Dr. Abdel Rahman Ibrahim El Khalifa
Director for Public Prosecution
(D.P.P.)

Mustafa Hamza

(Vol. 1 No 11)

1997/1817/SC New York (Court New York)

Ministry of Justice
Attorney Generals Chambers
Criminal Administration
Director for Public Prosecution (D.P.P.)
Proclamation

To:- Husayn Ahmed Shiat Ali

I, Dr. Abdel Rahman Ibrahim, the Director for Public Prosecution, issues this proclamation in furtherance to the previous two warrants of arrests dated July the 29th, 1995 and August the 5th, 1995, pursuant to section 78 of the Criminal Procedure Act, 1991.

Taking note of the requisition for surrender made by the Ethiopian Judicial Authority pursuant to the Extradition Treaty concluded between the Sudan and Ethiopia, ratified 1966, I took cognizance of the fact that you are alleged to have committed a criminal conspiracy relating to the attempted homicide of the Egyptian President in Addis Ababa on the 26th of June, 1995.

I also took cognizance of the fact that Woreda 9 court, Region 14 Administration, of Ethiopia authorized your detention in its order No. 2346/87 dated July 25/1995 and that your whereabouts are unknown, though you are suspected to have fled to the Sudan.

I therefore hereby authorize your detention and order you to surrender and report to the nearest Police station in a period not exceeding a week from the date of issuing this proclamation.

The Public is requested to assist in the detention and arrest of the aforementioned accused whose identity has been described by the Ethiopian Judicial Authority as follows:-

Siraj/Fathi

Name:- Husayn Ahmed Shiat Ali

Nationality:- Egyptian.

Place of Birth:- Qina, Egypt.

Date of Birth:- 22 September 1964.

Current Occupation:- Member of Gama'at Islamiyya.

Previous Record:- He was arrested and charged in four cases in Egypt and fled to an Arab country.

Peculiar identities used by Siraj/Fathi.

Name:- Faisal Lutfi Abdel Latif.

Nationality:- Sudanese.

Occupation:- Engineer.

Passport:- 63204.

Visa Number:-

(used to flee to Sudan) AP SUD

Place visa issued:- Addis Ababa.

Flight Number:- Sudan Airways 327.

Let a copy of this proclamation be given to the country requesting the surrender of the accused.

Dr. Abdel Rahman Ibrahim El Khalifa
Director for Public Prosecution
(D.P.P.)

Ministry of Justice
Attorney Generals Chambers
Criminal Administration
Director for Public Prosecution (D.P.P.)
Proclamation

To:- Mustafa Hamza

I, Dr. Abdel Rahman Ibrahim, the Director for Public Prosecution, issues this proclamation in furtherance to the previous two warrants of arrests dated July the 29th, 1995 and August the 5th, 1995, pursuant to section 78 of the Criminal Procedure Act, 1991.

Taking note of the requisition for surrender made by the Ethiopian Judicial Authority pursuant to the Extradition Treaty concluded between the Sudan and Ethiopia, ratified 1966, I took cognizance of the fact that you are alleged to have committed a criminal conspiracy relating to the attempted homicide of the Egyptian President in Addis Ababa on the 26th of June, 1995.

I also took cognizance of the fact that Woreda 9 court, Region 14 Administration, of Ethiopia authorized your detention in its order No. 2346/87 dated July 25/1995 and that your whereabouts are unknown, though you are suspected to have fled to the Sudan.

I therefore hereby authorize your detention and order you to surrender and report to the nearest Police station in a period not exceeding a week from the date of issuing this proclamation.

The Public is requested to assist in the detention and arrest of the aforementioned accused whose identity has been described by the Ethiopian Judicial Authority as follows:-

Ibrahim/Abu Hamza

True Name:- Mustafa Hamza.

Nationality:- Egyptian.

Age:- Approximately 33 years old.

Education:- Believed to have completed his university education.

Occupation:- Gama'at Islamiyya leadership.

Previous Record:- Known terrorist, wanted by the Egyptian Government.

Marital status:- Married.

Let a copy of this proclamation be given to the country requesting the surrender of the accused.

Dr. Abdel Rahman Ibrahim El Khalifa
Director for Public Prosecution
(D.P.P.)

Husayn Ahmed Shiat Ali

Ministry of Justice
Attorney Generals Chambers
Criminal Administration
Director for Public Prosecution (D.P.P.)
Proclamation

To:- Izat/Yasim

I, Dr. Abdel Rahman Ibrahim, the Director for Public Prosecution, issues this proclamation in furtherance to the previous two warrants of arrests dated July the 29th, 1995 and August the 5th, 1995, pursuant to section 78 of the Criminal Procedure Act, 1991.

Taking note of the requisition for surrender made by the Ethiopian Judicial Authority pursuant to the Extradition Treaty concluded between the Sudan and Ethiopia, ratified 1966, I took cognizance of the fact that you are alleged to have committed a criminal conspiracy relating to the attempted homicide of the Egyptian President in Addis Ababa on the 26th of June, 1995.

I also took cognizance of the fact that Woreda 9 court, Region 14 Administration, of Ethiopia authorized your detention in its order No. 2346/87 dated July 25/1995 and that your whereabouts are unknown, though you are suspected to have fled to the Sudan.

I therefore hereby authorize your detention and order you to surrender and report to the nearest Police station in a period not exceeding a week from the date of issuing this proclamation.

The Public is requested to assist in the detention and arrest of the aforementioned accused whose identity has been described by the Ethiopian Judicial Authority as follows:-

True Name:- (not provided)

Nationality:- Egyptian.

Height:- 5.7 feet.

Skin colour:- Medium dark complexion.

Hair colour:- Black short, no facial hair.

Age:- Approximately 34 years old.

Body complexion:- Thin frame.

Special Marks:- No obvious scars, does not wear glasses, wears a metal case Casio digital watch on his left hand.

Marital status:- Married.

Let a copy of this proclamation be given to the country requesting the surrender of the accused.

Dr. Abdel Rahman Ibrahim El Khalifa
Director for Public Prosecution
(D.P.P.)

Mustafa Hamza

(Vol.7 No 12)

1995 سبتمبر ٢٧ عصر ٤:٥٠ () New HoriZo.

Ministry of Justice
Attorney Generals Chambers
Criminal Administration
Director for Public Prosecution (D.P.P.)
Proclamation

Husayn Ahmed Shiat Ali

In Dr. Abdel Rahman Ibrahim, the Director for Public Prosecution, issues this proclamation in furtherance to the previous two warrants of arrest dated July the 29th, 1995 and August the 5th, 1995, pursuant to section 78 of the Criminal Procedure Act, 1991.

Taking note of the requisition for surrender made by the Ethiopian Judicial Authority pursuant to the Extradition Treaty concluded between the Sudan and Ethiopia, ratified 1966, I took cognizance of the fact that you are alleged to have committed a criminal conspiracy relating to the attempted homicide of the Egyptian President in Addis Ababa on the 26th of June, 1995.

I also took cognizance of the fact that Woreda 9 court, Region 14 Administration, of Ethiopia authorized your detention in its order No. 2346/87 dated July 25/1995 and that your whereabouts are unknown, though you are suspected to have fled to the Sudan.

I therefore hereby authorize your detention and order you to surrender and report to the nearest Police station in a period not exceeding a week from the date of issuing this proclamation.

The Public is requested to assist in the detention and arrest of the aforementioned accused whose identity has been described by the Ethiopian Judicial Authority as follows:-

Sirsi/Fathi

True Identity:-

Name:- Husayn Ahmed Shiat Ali

Nationality:- Egyptian.

Place of Birth:- Qina, Egypt.

Date of Birth:- 22 September 1964.

Current Occupation:- Member of Gama'at Islamiyya.

Previous Record:- He was arrested and charged in four cases in Egypt and fled to an Arab country.

Peculiar Identities used by Sirsi/Fathi.

Name:- Faisal Luisi Abdel Latif.

Nationality:- Sudanese.

Occupation:- Engineer.

Passport:- 63204.

Visa Number:-

Used to flee to Sudan) AP SUD

Place visa issued:- Addis Ababa.

Flight Number:- Sudan Airways 327.

Let a copy of this proclamation be given to the country requesting the surrender of the accused.

Dr. Abdel Rahman Ibrahim El Khalifa

Director for Public Prosecution

(D.P.P.)

Ministry of Justice
Attorney Generals Chambers
Criminal Administration
Director for Public Prosecution (D.P.P.)
Proclamation

To:- Mustafa Hamza

In Dr. Abdel Rahman Ibrahim, the Director for Public Prosecution, issues this proclamation in furtherance to the previous two warrants of arrest dated July the 29th, 1995 and August the 5th, 1995, pursuant to section 78 of the Criminal Procedure Act, 1991.

Taking note of the requisition for surrender made by the Ethiopian Judicial Authority pursuant to the Extradition Treaty concluded between the Sudan and Ethiopia, ratified 1966, I took cognizance of the fact that you are alleged to have committed a criminal conspiracy relating to the attempted homicide of the Egyptian President in Addis Ababa on the 26th of June, 1995.

I also took cognizance of the fact that Woreda 9 court, Region 14 Administration, of Ethiopia authorized your detention in its order No. 2346/87 dated July 25/1995 and that your whereabouts are unknown, though you are suspected to have fled to the Sudan.

I therefore hereby authorize your detention and order you to surrender and report to the nearest Police station in a period not exceeding a week from the date of issuing this proclamation.

The Public is requested to assist in the detention and arrest of the aforementioned accused whose identity has been described by the Ethiopian Judicial Authority as follows:-

Ibrahim/Abu Hamza

True Name:- Mustafa Hamza.

Nationality:- Egyptian.

Age:- Approximately 33 years old.

Education:- Believed to have completed his university education.

Occupation:- Gama'at Islamiyya leadership.

Previous Record:- Known terrorist, wanted by the Egyptian Government.

Marital status:- Married.

Let a copy of this proclamation be given to the country requesting the surrender of the accused.

Dr. Abdel Rahman Ibrahim El Khalifa
Director for Public Prosecution
(D.P.P.)

Husayn Ahmed Shiat Ali

Ministry of Justice
Attorney Generals Chambers
Criminal Administration
Director for Public Prosecution (D.P.P.)
Proclamation

To:- Izat/Yasim

In Dr. Abdel Rahman Ibrahim, the Director for Public Prosecution, issues this proclamation in furtherance to the previous two warrants of arrest dated July the 29th, 1995 and August the 5th, 1995, pursuant to section 78 of the Criminal Procedure Act, 1991.

Taking note of the requisition for surrender made by the Ethiopian Judicial Authority pursuant to the Extradition Treaty concluded between the Sudan and Ethiopia, ratified 1966, I took cognizance of the fact that you are alleged to have committed a criminal conspiracy relating to the attempted homicide of the Egyptian President in Addis Ababa on the 26th of June, 1995.

I also took cognizance of the fact that Woreda 9 court, Region 14 Administration, of Ethiopia authorized your detention in its order No. 2346/87 dated July 25/1995 and that your whereabouts are unknown, though you are suspected to have fled to the Sudan.

I therefore hereby authorize your detention and order you to surrender and report to the nearest Police station in a period not exceeding a week from the date of issuing this proclamation.

The Public is requested to assist in the detention and arrest of the aforementioned accused whose identity has been described by the Ethiopian Judicial Authority as follows:-

True Name:- (not provided)

Nationality:- Egyptian.

Height:- 5.7 feet.

Skin colour:- Medium dark complexion.

Hair colour:- Black short, no facial hair.

Age:- Approximately 34 years old.

Body complexion:- Thin frame.

Special Marks:- No obvious scars, does not wear glasses, wears a metal case Casio digital watch on his left hand.

Marital status:- Married.

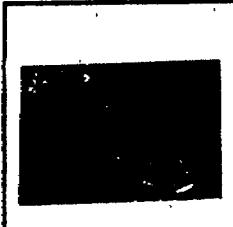
Let a copy of this proclamation be given to the country requesting the surrender of the accused.

Dr. Abdel Rahman Ibrahim El Khalifa
Director for Public Prosecution
(D.P.P.)

Mustafa Hamza

سی ام

البيهقي : مصطلحاتي حمزه - مصدر بي



الـ(الـ)ـ عـوتـ اوـيـاسـ، مـصـرـيـ الجـسـسـةـ اـنـادـ / عـبدـ الرـحـمـنـ اـبـرـاهـيمـ الـخـلـفـةـ الـدـعـيـ الـعـالـمـ وـقـاـنـسـنـ اـنـسـنـ اـنـادـ مـنـ قـانـونـ الـاجـرـاتـ الـجـنـانـةـ لـسـنـةـ ١٩٩١ـ اـنـادـ سـنـاـ الـاعـلـانـ الصـافـاـ النـشـرـاتـ الـقـبـرـسـ عـلـىـدـ الـاصـلـارـ دـبـنـسـارـ قـوـقـقـعـتـ بـهـ السـلـطـاتـ الـعـوـبـوـةـ اـتـسـلـمـ بـعـدـ اـنـجـلـقـقـعـتـ بـهـ تـبـلـبـرـمـةـ بـيـنـ الـبـلـدـنـ ١٩٦٦ـ اـنـمـ تـهـمـ بـاـشـرـالـكـ فيـ مـهـاـواـهـ قـلـلـ المـجـرـهـ اـنـصـرـيـ بـاـدـلـيـ بـلـبـلـيـ ١٩٦٢ـ / ١٩٥٧ـ اـنـمـ وـسـاـ اـنـكـ مـظـلـوـبـ بـعـدـ اـنـقـلـبـ الـدـارـيـ رـامـ قـانـهـ اـنـهـ اـنـظـفـ شـرـطـةـ فيـ صـدـ لـاتـبـاـرـ اـنـسـوـعاـ وـاحـدـانـ اـنـسـارـ شـرـ هـذـاـ اـعـلـانـ وـعـلـىـ الـجـمـهـورـ الـكـبـرـ اـنـسـاعـةـ فيـ الـقـبـصـ عـلـىـ الـمـذـكـورـ وـاـصـافـهـ كـهـاـ جـاءـ فيـ طـلـبـ الـسـنـرـ اـنـثـوـيـاـ كـالـتـيـ بـلـيـلـ مـنـ الـعـمرـ حـوـالـيـ ١٤ـ عـاماـ شـعـرـدـ اـسـوـدـ قـصـيـرـ حـلـيقـ الـذـوـدـ الشـارـبـ. لاـ تـجـدـ عـلـامـاتـ ظـاهـرـةـ وـلـيـلـبـسـ نـظـارـةـ. عـلـيـلـبـسـ سـاعـ عـدـيـفـةـ طـارـكـ كـاسـيـوـ مـقـرـنـ. صـدـرـ فيـ الـيـوـمـ الـتـاسـعـ عـشـرـ مـنـ شـهـرـ وـضـانـ ١٤١١ـ الـمـوـافقـ الـبـوـ ثـانـيـنـ مـنـ شـهـرـ فـيـلـيـلـ ١٩٩٦ـ اـمـ

د / عبد الرحمن ابراهيم الخليلي
المدعي العام

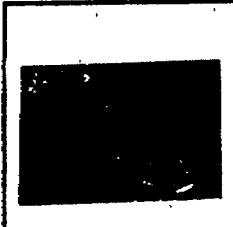
ପ୍ରମାଣିତ କାନ୍ତି

卷之三

د/ عبد الرحمن أبوالهم الخليلي

أبو
الحنفية
بخاري

البيهقي: مصطلحات في حمزه - مصدر بي



من التبريرات التي أشارت إلى ذلك، حيث يرى البعض أن تأثير المنهج على المتعلم ينبع من مقدار الارتباط بين المحتوى المدرسي والحياة الواقعية، وأن المنهج الذي ينبع من الواقع يزيد في اهتمام المتعلم به، مما يزيد في فاعلية التعليم. وبذلك يتحقق الهدف المنشود من المنهج، وهو تطبيق المعرفة والمهارات التي يكتسبها المتعلم في الواقع على الواقع، مما يزيد في اهتمامه بالمعرفة.

卷之三

卷之三

لی : حسین احمد شہبز علی ، مصطفیٰ



卷之三

صحيفة المسعدون الكويتية العدد (٦٦٢) المسنون ١٧ رمضان ٢٠١٤ / أكتوبر ١٩٩٣

الزمانية الجذب

أبواب الفتن

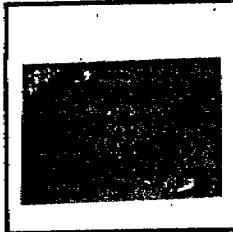
الى عزت او ياسم، مصرى الجنسية
اما / عبد الرحمن ابراهيم الشنقيطي المدعي العام وفقا للبيان
الوارد في الماده ٧٨ من قانون الاجراءات الجنائية لسنة ١٩٩١
هذا الاعلان الحقائق المنشورة في القبض من قبل المدعي العام قد
قدّمت به السلطات الاقرءانة لاستسلامه موجب القطبنة بتالي المذكور
المحضر بالدين ١٩٦٣ متهم بالاشارة في محاولة تشكيل
المؤتمر الشعبي والذى لم يتم عرضه على المحكمة التاسعة بالاظاهرى رفيع
الصلوات فى سدة المحافظة نقضت المحكمة التاسعة بالاظاهرى قرار
الادارى رقم ٢٠٢٤ لسنة ١٩٦٣ بوقف تنفيذ قرار تشكيل
المؤتمر الشعبي وحاليا تم اصداره من قبل المحكمة التاسعة
بتسلمه الى المذكور واوصافه كما جاء في طلب الاستمرار
من اقوبيا الاتهام
بعد ذلك اصدر فى اليوم التاسع عشر من شهر رمضان ١٤٤١هـ الموافق
٢٠١٥ من شهر فبراير ١٩٩٤م

د / عبد الرحمن إبراهيم الخليفة
المدعي العام

د / عبد الرحمن بن إبراهيم الملاوي
المذموعي العام

۲ / عالمیں

卷之三



جذبیت اسلام (تاریخ)

卷之三



جذبیت اسلام (تاریخ)

مکالمہ میڈیا ایجنسی (CMA) کے طبق ۱۳۰۰ کروڑ روپے کا مالکیت ایجاد کرنے والے افراد کو ایک دوسرے افراد کے مقابلے میں ایک بارہ فیصد کا سودا پر احتساب کیا جائے گا۔

ଶ୍ରୀମଦ୍ଭଗବତ

الإدارية الجنائية

ایران از دیدگاه پیشگیری

د / عبد الرحمن أمير ابراهيم الخناني
المدعي العام

سازمان اسناد و کتابخانه ملی

الجنسية التي : مصطفى حزه - مصرى
أنا / عبد الرحمن ابراهيم الخالدة المدعى
العام وفق للسلطات الوراء في الماذق ٦٧ من
قانون الاجراءات الجنائية لسنة ١٩٤١ ام اصدر
هذا الاعلان المقاوم للنشرات الفوضى على الصداررة
 بتاريخ ٢٥ / ١٥ / ١٩٥٣ مهـ / ١٩٥٣ بمساندته

الله العزى والجلى يحيى بآياته ويدعى بالصلوة والسلام
الحمد لله رب العالمين رب العرش العظيم رب الضراء والبراء
رب العرش العظيم رب الضراء والبراء رب العرش العظيم رب الضراء والبراء

د / عبد الرحمن ابراهيم الشنافع
المدى العام

卷之三



الجنيسي : حسین احمد شیعیت علی ، صوری
 ابتداء / عبدالحسین ابراهیم الخبیث المدعی
 مام و فرقہ المسسلمات الیورڈ فی المادہ ۷۸/۷۶ من
 آئون الاجراءات البنائیة لسنیہ ۱۹۹۱ ام اصرار
 نا اعلان الحالات المنشرات الغیر علیک الصالحة
 تاریخ ۱۹/۰۸/۱۹۹۵ ام با نامہ
 دھما کی عذر من الطلب الذي تقدمت به
 سلطنت الایمنیہ لمسسلمات بوجت تلقیفۃ
 بادل المحررین البریۃ بتیں البیان ام اللہ
 ہم بالذیشان فی سلواہ شتر الرئیس المصری بادیس اطبایا فی ۲۶/۰۹/۱۹۹۵ ام
 ماں مطلب بوجت الامر رقم ۲۳۲/۲۷۸ الی مدار من المحکمة التاسیسے بالاقریع
 باری رقم ۱۴ پابویہ وہاں لم یعنی علیک و معتدله اند کو قسماں للسوان فائی
 ڈاٹل متن تسلیم نظریہ شرطہ فی مذ لاتجراز سبوا و ادا من
 ریج نشریہ ایمان و علی الجھور کریم المساعدة فی القبض علی المذکور
 وصافہ کھا جو فی طلب الاسترداد من پوبیا کا یہی
 بیٹھ من العصر حوالی ۱۹۷۰ عاما طلب سلائیں بجماعۃ اسیوط کلیہ الشیخیہ -
 مل عدوام ایں اسما و الہیات المشعاریو -
 ۱ / فیصل طاطی عبداللطف بچوی سوسائٹی مورود رقم (۱۶۲) سیدھہ مہنسون
 سراج محمد حسین جواز سلوں کیوں ریج ۲۶ مارچ (۱۹۷۷) مہینہ بدینون

صيغة إيجاد المدى بعد (-١٢) يشار إلى التوزيع معناني (٦٤) مما غيره ١٩١٢

المساهمون شعورياً بعد الدعم الذي تم من قبله، مما يزيد من ثباته. في المقابل، فإن إعطاء الدعم يزيد من ثبات المساهمين، مما يزيد من ثباته. في المقابل، فإن إعطاء الدعم يزيد من ثبات المساهمين، مما يزيد من ثباته.

الى: غزت أو ياسم - مصرى الجنسية
أنا، عبد الرحمن ابراهيم الخذلية المعنى العام وفقاً
لسلطات الراواية في المادة ٧٦ من قانون الاجرامات
الجنائية لسنة ١٩٩٥/٧/٢٩ نشرت القبض علیك الصحفة بتاریخ
١٩٩٥/٨/٥ ام ١٩٩٥/٨/٥ بذاته قد نهانى
عمنى من المطلب الذى تقدمت به السلطات الابوبية
تسليمك بوجوب اتفاقية تبادل المجرمين بين
البلدين الرئيس المصرى ام الثالث مفهوم بالاشتراك فى
محاولته قتل ١٩٩٥/٣/٢٤ فى ١٩٩٥/٣/٢٦ و بما
ذلك مطلوب بحسب المرقم ١٤ بالنيابة وبما
محكمة التاسعة بالإقليم الادارى رقم ١٤
قاضى لم يحضر عليك و مستند اى قد تسليمه
فيه لا تجدها اطلب بذلك تسليم نفسك للغرب تفهتم شرطة
الاعلان. على البشود التكريت المساعدة فى
القبض على المتوكلى واصفه كما جاءت فى طلب الاسترداد
من القوياكة الاتى:-
بتوجه
بيان من العصر حوالي ٢٠٠٠ شهده سود، قصیر
مطن ١٤٤٦ هـ الموافق اليوم السادس من شهر فبراير
د. عبد الرحمن ابراهيم الخذلية
المدعى العام

الجنسية
الآباء، عبد الرحمن إبراهيم الشاذلي
المعنوي العلم وفقاً للسلطات الولادية في
المادة ٧٧ من قانون الإجراءات الجنائية في
سنة ١٩٩١ امتصدر هذا الإعلان الجنائي
نشرت المنشي على السادرة بتاریخ
٢١ / ٨ / ١٩٩٥ بمداليف
البلدين ١٩٦٦ رقم ١٣٧ مثمن بالاشارة في
الافتتاحية تباعيل المغيرين المبررها بين
الى حادلة قتل الرئيس المصري بالذبح
البلدين ١٩٦٦ رقم ١٣٧ وبما أن
طوابق بوجوب الإسرار رقم ٢٣٤ / ٧
الإداري رقم ١٢٦ / ٦٥ / ١٩٩٥ وبما أنهم لم
يعمل علامة ويعتقد أنه قد تسللت
للسودان قاتل بذلك اهلاً وشيلاً في سدود
نفسك لغيره فتحتفظ شرطة في
تجهاز أسبوعاً واحداً من تاريخ نشر
هذا الإعلان، وعلى الجهة مهور التكريم
والوصفة كما جاءت في طلب الإسترداد من المذكر
معنوي الجنسية - له اسم مستعار إبراهيم أو أبو حمزة - متزوج - عمرو حموي
عاماً - متعدداته الكامل تقطيعي الحامعي
صدر تحت توقيعه في اليوم التاسع عشر من شهر رمضان ١٤١٤هـ - الموافق
اليوم السادس من شهر قبريل ٢٠١٣
د. عبد الرحمن إبراهيم الشاذلي
المحامي العام

ମୁଦ୍ରାକାର

اعلان متحف و مدارس

وزارة العدل - ديوان النشر العام
الطبعة الخامسة

اعلان ملتحم و ارب

卷之三

104

السابع من شهر فبراير - د. عبد الرحمن أبراهيم الخليلي - الداعي العام

د. عبد الرحمن أبراهيم الخلفي
المدعي العام

د. عبد الرحمن ابراهيم الخليفة
المذيع العام

١٢٥ / () ماركز ١٤٣

للمطالعات والدراسات

مطبوعات

الطبعة الأولى

الطبعة الثانية

الطبعة الثالثة

الطبعة الرابعة

الطبعة الخامسة

الطبعة السادسة

الطبعة السابعة

الطبعة الثامنة

الطبعة التاسعة

الطبعة العاشرة

الطبعة الحادية عشر

الطبعة الثانية عشر

الطبعة الثالثة عشر

الطبعة الرابعة عشر

الطبعة الخامسة عشر

الطبعة السادسة عشر

الطبعة السابعة عشر

الطبعة الثامنة عشر

مطبوعات

للمطالعات والدراسات

مطبوعات

مطبوعات

مطبوعات

مطبوعات

مطبوعات

وزارة العدل - بيروان النذير العام
الادارة الجنائية

البي: مصطفى حسزة - مصري

لهم إني أنت عبدي فاجعلني ملائكة في الدار
التي لا يدخلها شر - إني أنت عبدي فاجعلني
ملاك في الدار التي لا يدخلها شر - إني أنت عبدي
فاجعلني ملائكة في الدار التي لا يدخلها شر
إني أنت عبدي فاجعلني ملائكة في الدار
التي لا يدخلها شر - إني أنت عبدي فاجعلني
ملاك في الدار التي لا يدخلها شر - إني أنت عبدي
فاجعلني ملائكة في الدار التي لا يدخلها شر

٣٠ آندریا ایلاریونو
کارلوفسکی

مکتبہ مذکورہ

- 93 -

وزارة العدل - بناءً على التكليف العام
الإدارة الجنائية

اعتنى بالله ثم بالرب

الجامعة

د. عبد الرحمن بن إبراهيم العتيبي

الرَّحْمَنُ الرَّحِيمُ الْمُبَشِّرُ

د. عبد الرحمن بن إبراهيم

د. عبد الرحمن أبراهيم الشنايفي
المدعي العام

محله في الدار البيضاء من شهر رمضان إلى شهر جانفي ١٤٢٣ هـ - سفر إلى إسلام آباد - زيارة متحف شاهزاد

وزارة العدل - بيروان النشـب العام
الادارة الجنـائية

ابن الباری

بیکار خود را (co) از شایعه اسلامیان
ویلیام (William)

مختصر کریم خانی / ۱۰

۱۵

100

اعلان

اللجنة المسئولة بالقرار ٩٨/٩٥

مذاہلہ

الله ورسوله السعيد

وزير الخارجية للغريب حوى الطلب الفوري من السلطات
الأذربيجانية لتسليم

نَهْرَةُ صَرَبِينِ أَخْصَوا بِالْإِسْرَافِ مُحَاوِلَةً فَتَنَّ
الرئيس الصبى باديس أبا با وستبه فى نشاطه باسرار
كُلِّ الرِّعَايَا الصَّرَبِينِ عَدَا حَلَةَ الْجَوَازَاتِ الْمُدْبِلِيَّةِ

لتسجيل أسماءهم لدى أقسام المطبعة التي يغيرونها في دائرة انتشار
في مدة لا تتجاوز **العشرة أيام** من تاريخ نشر هذا الإعلان .
وتنصي اللائحة على أنه كل ما يقارب **البلاط** منه **الرعايا** الصريح
(علاقة الجوانب الرئيسية) سيخضع لإجراءات الرقابة والتفتيش
بواسطة **سلطات الجوانب في الطرقات والموانئ والمنافذ** طبقاً للدستور .

م. عبد الرحمن البارودي في المعرفة

رئيس اللجنة الاستكشافية - ٩٥/٩٨

بِسْمِ اللّٰهِ الرَّحْمٰنِ الرَّحِيْمِ

اُعْلَان

بيان لائحة المسكتة بالقرار ٩٨/٩٥

وزير الخارجية للمرجع محمد الطيب الفخراني من السلطات
الذئبانية لتسليم

نواب رئيس مجلس الشعب أوصوا بالاستمرار في محاولة فتن
الرئيس المصري بادئ ذي بدء وستتبه في تناقضه للرسالة
خط الرعاعي المصري عدالة الجاذبات الدبلوماسية ،

لتجيل أسماءهم لدى أقسام السلطة التي يقيمونها في دائرة إنجازاتهم
في مدة لا تتجاوز **العشرين أيام** به تابع نشر لهذا الإعلام
وتشير المبنية إلى أنه كل ما يقاده **البلاؤ** معه **الرخايا** **المدحبي**
(عدها مجلة المجازات الرئيسيّة) سيخضع لإجراها التراجمة والنشر
بمقدمة **سلطات المجازات** في **الطلبات والملف** **والنفاذ** **والعقوبة**.

٩٥/٩١ - المراجعة السنوية بالقرار

للمؤتمر العالمي للجنة الخمسين

بيان

بيان المجلة المسندة بالقرار ٩٥/٩١

الله ورسوه عليهما السلام

وزير الداخلية يلتزم بموافاة مجلسه بالطلب الفوري من السلطات
الأذربيجانية للتسليم

حكومة مصر تحيي أضواء بالاستاذ في محاولة قتل
الرئيس المصري نادير أباجا وستشهد في نساحه ناسوران

كل الرعايا المصرية عدالة الجوانات الديبلوماسية

تشجع أسماءهم لدى أقسام الشرطة التي يقيمونها في دائرة انتظام
في سفارة لانتهاز العصارة أيام سرتهم نشراً على الإعلان
وتشير المجلة إلى أنه كل من يقاد السفارة من الرعايا المصرية
(عدالة الجوانات الديبلوماسية) سيخضع بإجراءات الرادعية والمعتلى
بإطاعة سلطات الجوانات في الولايات والمملوك وانفصال المدروبي

متحف الدين الإسلامي في الخلفية

بيان المجلة المسندة بالقرار ٩٥/٩١

المدير العام: عوض صالح الكرنكى

١٤٠٦ ت: ٧٧٣٨٦٠

سكرتير التحرير: عمر اسماعيل عبد الصادق

لـ: مصطفى العسقلانى باداره التحرير

وزارة العدل - ديوان النائب العام الادارة الجنائية

إلى جميع الرعايا المصريين بالسودان

بهذا تعلن اللجنة المشكلة بالقرار ٩٥/٩٨ الصادر من السيد وزير الداخلية للتحرى حول الطلب المقدم من السلطات الأثيوبية لتسليم ثلاثة مصريين اتهموا بالإشتراك في محاولة قتل الرئيس المصري باديس أبابا ويشتبه في تسليهم للسودان، كل الرعايا المصريين - عدا حملة الجوازات الدبلوماسية - تسجيل أسمائهم لدى أقسام الشرطة التي يقيمون في دائرة اختصاصها في مدة لا تتجاوز العشرة أيام من تاريخ نشر هذا الإعلان.

وتشير اللجنة إلى أن كل من يغادر البلاد من الرعايا المصريين (عدا حملة الجوازات الدبلوماسية) سيخضع لإجراءات المراجعة والتحرى بوساطة سلطات الجوازات في المطارات والموانئ والنقاط الحدودية.

د. عبد الرحمن أبوالاهيم الخليفة

رئيس اللجنة المشكلة بالقرار ٩٥/٩٨

١٩٤١٦ رمضان

٨ فبراير ١٩٦٤ م

السودان (العدد ٢١٢) بتاريخ ٢١ فبراير ١٩٦٤ م

The Daily
New Sudan
newspaper
Issue No -
21
Year 14 Feb.
1996

- 98 -
العدد: ٢٠٠٠
العام: ١٤٢٥هـ
الدبلوماسية: عوض صالح الكروبي
الرقم: ٧٧٣٨٦٠
التاريخ: ٢٠ فبراير ١٩٩٦م

سكرتير التحرير: عمر اسماعيل عبد الصادق

للسنة الأولى مدارس العلوم الموزع

وزارة العدل - ديوان النائب العام الإدارة الجنائية

الى رئيس الديوان المفدى رئيس الديوان

بهذا تعلن اللجنة المشكلة بالقرار ٩٥ / ٩٨
ال الصادر من السيد وزير الداخلية للتحري حول
الطلب المقدم من السلطات الأثيوبية لتسليم
ثلاثة مصرىن اتهموا بالإشتراك فى محاولة
قتل الرئيس المصرى باديس أبابا
ويشتبه فى تسليمهم للسودان كل الرعايا
المصريين - عدا حملة الجوازات الدبلوماسية
- تسجيل أسمائهم لدى اقسام الشرطة
التي يقيمون فى دائرة اختصاصها فى
مدة لا تتجاوز العشرة أيام من تاريخ نشر
هذا الإعلان .

وتشير اللجنة إلى أن كل من يغادر البلاد
من الرعايا المصريين (عدا حملة الجوازات
الدبلوماسية) سيخضع لإجراءات المراجعة
والتحري بوساطة سلطات الجوازات فى
المطارات والموانئ والنقاط الحدودية.

د. عبد الرحمن ابراهيم الخليفة
رئيس اللجنة المشكلة بالقرار ٩٥ / ٩٨
١٩ رمضان ١٤١٦هـ
٨ فبراير ١٩٩٦م

السودان رئيس للدورة (١٤٢٥) بتاريخ ٢٠ فبراير ١٩٩٦م

سكرتير التحرير: عمر اسماعيل عبد الصادق
المسئول التقى بالبازار المسؤول

وزارة العدل - ديوان النائب العام الادارة الجنائية

إلى رئيس الرعايا المصريين بالسودان

بهذا تعلن اللجنة المشكلة بالقرار ٩٥/٩٨
 الصادر من السيد وزير الداخلية للتحري حول
الطلب المقدم من السلطات الأثيوبية لتسليم
ثلاثة مصريين اتهموا بالإشتراك في محاولة
قتل الرئيس المصري باديس أبابا
ويشتبه في تسليمهم للسودان، كل الرعايا
المصريين - عدا حملة الجوازات الدبلوماسية
- تسجيل أسمائهم لدى أقسام الشرطة
التي يقيمون في دائرة اختصاصها في
مدة لا تتجاوز العشرة أيام من تاريخ نشر
هذا الإعلان.

وتشير اللجنة إلى أن كل من يغادر البلاد
من الرعايا المصريين (عدا حملة الجوازات
الدبلوماسية) سيخضع لإجراءات المراجعة
والتحري بوساطة سلطات الجوازات في
المطارات والموانئ والنقاط الحدودية.

د. عبد الرحمن ابراهيم الخليفة
رئيس اللجنة المشكلة بالقرار ٩٥/٩٨

١٩٤١٦ رمضان
١٩٩٦ فبراير

النظام الوطني للـ (C19) ينبع من المعايير التي تحدى حفظها لـ 13 عاما / 31 فبراير 1991

في تسعينيات القرن العشرين، حيث تم إنشاء مكتب المدعي العام في مصر، وذلك في 1990، وذلك بهدف تحقيق العدالة والمساواة بين جميع المصريين، وذلك في إطار سياسة الدولة المصرية لتنمية المجتمع وتحقيق العدالة الاجتماعية.

كتاب المعلم

وَهُدَىٰ مِنْ أَنْهُمْ بِالاشْتِبَاهِ فِي
الْأَيْمَانِ الْمُحْرَمِ حَوْلَ ٦٥/٧

A circular emblem containing a vertical rectangular banner on the left side with intricate Arabic calligraphy. To the right of the banner is a large, stylized, italicized letter 'E' or 'K'.

The National Salvation L News paper
Issue No- 2191 -
Feb. 13, 1996

مِنْهُادُ الْوَطْنِ الْعَدُ (١٩١٢) بِسَائِقِ الْأَرْعَادِ ٦١٢٥/٤ مِنْهَا ١٩٩٧م



الشَّكَّالَةُ بالقرار ٩٨/٥٠
الداخلية للتحري حول
سلطات الإثوريَّة
في أنهموا بالأشتراء في
البيشِّي الصُّرِي بِادِيس ابِيَا
ودان

كل الرعايا
الصُّرِيبِين - عَدَا
حملة الجوازات -
المبيشوماسبينة -

تسجيل أسمائهم لدى أقسام الشرطة التي يقيمون
في دائرة اختصاصها في مدة لا تتجاوز العشرة أيام
من تاريخ نشر هذا الإعلان.

وتشير اللجنة إلى أن كل من يغادر البلاد من الرعايا
الصُّرِيبِين (عدا حملة الجوازات، المبيشوماسبينة)
لا يجرِّم المراجعة والتصاري بوساطة سلطات
الجوازات في المطارات والوانق والنقاع العديدة.
ويعتذر عن تبرعهم لتنفيف نفس اللجنة الشكالة بقدر ١٥%

The daily National Salvation News Paper
Issue No - 2192 -

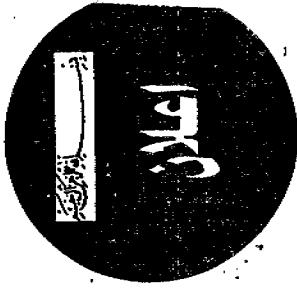
Tel - ١٤٣٩٩٥

النحواد الوطني العدد (٢١٩٣) بتاريخ الخميس ١٧ محرم ١٤١٥ هـ / ١٥ فبراير ١٩٩٦

الدعاية
الداخلية للتحرى حول
سلطات النيويورك
أثنموا بالاشارة إلى
رئيس مصرى باديس ببابى
وكان ...

٩٥/١٩٨٩ بالقرار الشكيلة
كل الرعایا
البعضين - عسما
حملة ...
المطبوعات

تسجل اسمائهم لدى اقسام الشرطة التي يعيشون
في دائرة اختصاصها في مدة لا تتجاوز العشرة أيام
من تاريخ نشر هذا الانuncio.
وتشير الجهة الى أن كل من يغادر البلاد من الرعایا
البعضين (عدا حملة الورازات (الديبلوماسيين) يتم
لحرامات الراجحة والتحرى بو سلطات سلطات الـ
في الطوارىء والمواقف والذى على العدو دفع
معهم لهم المقادير رئيس المبنية للشئون بقرار ١٩٩٦



The Daily National Salvation Newspaper

Issue No. 2193
Feb. 15, 1996

بيان من وزارة الداخلية

والصلوة والسلام على اشرف المرسلين

اعلان من وزارة الداخلية

يرجى السيد وزير الداخلية من كافة السلطات الولائية والمحلية الاسهام في
البحث عن ثلاثة مصريين وجه لهم الاتهام في محاولة اغتيال الرئيس
المصري وشقيقه في تسليمهم للسودان - حسب التشریع الصادر في وسائل
الاعلام من اللجنة المشكلة بموجب القرار رقم ٩٨/٩٥ ويعلن كافة
المواطنين لتقديم العون في هذا الامر ويسره ان يعلن ان وزارة الداخلية قد
رصدت جائزة مالية كبيرة لمن يرشد او يساعد في القبض على المتهمين ..

Document 43

In the Name of God The Merciful
The Compassionate

Feb.14,1996

Ist Under Securetary

Ministry of Foreign Affairs

Assalamu Alaikum

Re:- Request for Information

1, Reference the requisition made by the Ethiopian respecting the surrender of three Egyptian national who are alleged to have conspired to the attempted homicide on the life of the Egyptian President and who are suspected to have left to Sudan.

2, There are some significant information needed by the Committee for the sake of investigation, these are -

a, Compliance with article 8(4) of the Bilateral Extradition Treaty between Sudan and Ethiopia ,1966,by proriding the particulars that would assist in ascertaing the identities of the following suspects:-

1. Mustafa Hamza
2. Izat or Yasim .
3. Husayn Ahmed Shiat Ali .

The particulars need are the passport photo of the suspect Izat and the descriptions of the three suspects and thier special marks.

b, Illustration of the locations mentioned in the requisition ,these locations as provided are inadequately described ,are very confusing and do not comply with the geographical realities Khartoum town.

c, The documents and the statements that would support the presence of Mustafa Hamza and Izat or Yasim in the Sudan or their entry thereto befor or after the incident.

d, The informations relating to the movements of the suspects between Sudan and Ethiopia befor the incident.

e, It has been stated in Ref.No.2346/87 dated July the 25th.1995 per j.Wajebu Amare 9 court of Waredu, the 14th.administrative region in Ethiopia that the " whereabouts of the three suspects are yet unknown"

Why then was the requisition submitted? How can the Ethiopian authorities allege that the three suspects havee fled to Sudan and state that their whereabouts are yet unknown? What is the rationale behind the Extradition requision when there is no clue that the suspects have fled to Sudan.

/...

g, Article (11) of the Bilateral Extradition Treaty between Sudan and Ethiopia , 1966 stipulates that the statements made by the accused and their testimonies and their admissions and summons and announcements their passport photos . The persual of these items would help the Committee to know how far the suspects can be linked to the attempted homicide and hint or clue as to whether they have fled to Sudan or not.

h,Please take note of the aforesaid informations and request a reply from the Ethiopian authorities.

Best regards,,,

sincerely yours

Dr. Abdel Rahman Ibrahim ElKhalifa
Head of the Committee formed pursuant
to the Ministerial decree NO 98/95

/.../
.../

Document 44

[Original : anglais]

TRAITÉ D'EXTRADITION ENTRE LE SOUDAN ET L'ÉTHIOPIE

Le Gouvernement de la République du Soudan et le Gouvernement impérial éthiopien,

Désireux de prendre des dispositions pour assurer l'extradition réciproque des criminels,

Ont décidé de conclure un traité à cette fin et nommé pour ce faire comme plénipotentiaires :

Pour la République du Soudan, S. E. Sayed Ahmed Kheir,

Pour le Gouvernement impérial éthiopien, S. E. Ato Ketema Yifru, qui, s'étant communiqué l'un à l'autre leurs pleins pouvoirs respectifs, constatés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Les Parties contractantes s'engagent aux termes du présent Traité à se livrer réciproquement les personnes accusées ou jugées coupables d'une des infractions visées dans le présent Traité commise dans des circonstances telles que cette infraction relève de la juridiction de l'un des États contractants, alors que lesdites personnes se trouvent dans le territoire de l'autre État contractant.

ARTICLE II

1) Donnent lieu réciproquement à extradition les infractions suivantes :

1. Meurtre ou tentative ou complicité de meurtre,
2. Homicide involontaire,
3. Contrefaçon ou altération de monnaie ou usage de monnaie contrefaite ou altérée,
4. Escroquerie et vol,
5. Extorsion de fonds ou de biens,
6. Détournement de fonds ou de biens ou abus de confiance de la part d'un huissier, d'un banquier, d'un agent public, d'un courtier ou administrateur de fonds, ou encore d'un directeur, d'un membre ou d'un représentant d'une société quelconque,
7. Viol,
8. Rapt,
9. Vol d'enfant,

/...

10. Cambriolage et vol avec effraction,
11. Incendie volontaire,
12. Vol à main armée,
13. Menaces aux fins d'extorquer de l'argent ou tous autres objets de valeur,
14. Proxénétisme,
15. Atteinte à l'intégrité physique,
16. Infractions aux lois bannissant l'esclavage,
17. Enlèvement et séquestration,
18. Séquestration arbitraire,
19. Faux témoignage,
20. Subornation de témoin,
21. Corruption,
22. Infraction à la législation des stupéfiants,
23. Destruction d'un navire en mer ou naufrage intentionnel, ou tentative ou complicité de destruction ou de naufrage intentionnel,
24. Aggression à bord d'un navire en haute mer avec intention d'attenter à la vie ou d'infliger des blessures,
25. Mutinerie ou complicité de mutinerie, de la part de deux ou plusieurs personnes, à bord d'un navire en haute mer ou à bord d'un aéronef,
26. Piraterie,
27. Avortement ou tentative d'avortement,
28. Banditisme,
29. Trafic d'armes,
30. Infractions à la législation sur le contrôle des changes,
31. Infractions graves à la législation douanière,

à condition que ces infractions ou toutes infractions du même ordre soient punissables par les lois de l'un et l'autre pays, lorsqu'elles sont commises dans leurs juridictions respectives.

/...

2) Donne également lieu à extradition la participation aux infractions susmentionnées à condition que cette participation soit punissable par la loi de l'une et l'autre Partie contractante.

3) L'extradition peut également être accordée à la discrétion de la Partie contractante requise pour toutes autres infractions pour lesquelles elle peut l'être conformément à la loi de la Partie requérante.

ARTICLE III

En aucun cas, ni en aucune circonstance, les Parties contractantes ne sont tenues de livrer les personnes qui au regard de leurs lois respectives sont considérées comme leurs nationaux.

ARTICLE IV

L'extradition ne peut être accordée si, alors qu'un délit ou une infraction a été commis ou a donné lieu à poursuites pénales ou à condamnation, le délinquant est, du fait de la prescription pénale, exempté de poursuites ou de châtiment conformément aux lois du pays requérant l'extradition.

ARTICLE V

1) Une personne extradée ne saurait en aucun cas être maintenue en détention ou traduite en justice dans le territoire de la Partie contractante en faveur de laquelle a eu lieu l'extradition pour aucun autre délit ou infraction, ni en raison d'aucun autre motif que ceux qui ont déterminé l'extradition; l'intéressé devant alors être remis aux autorités ou avoir la possibilité de retourner dans le territoire de la Partie contractante par laquelle il a été extradé.

2) Les dispositions du paragraphe précédent ne s'appliquent pas aux délits ou infractions commis après l'extradition.

ARTICLE VI

Une demande d'extradition ne peut être fondée sur une sentence prononcée par contumace.

ARTICLE VII

Il ne peut y avoir extradition pour des infractions de caractère politique si la personne dont l'extradition est demandée prouve que la requête d'extradition n'a été faite que dans le dessein de la punir pour un délit ou une infraction de caractère politique.

ARTICLE VIII

1) La demande d'extradition est faite par la voie diplomatique.

2) La demande d'extradition d'un individu accusé doit être accompagnée du mandat d'arrêt décerné par un tribunal sur le territoire de la Partie contractante requérante, ainsi que des preuves qui, conformément aux règles appliquées en la matière sur les lieux où se trouve l'accusé, justifieraient son arrestation.

/...

3) Si la demande se rapporte à un individu déjà condamné, elle doit être accompagnée de la peine prononcée par le tribunal compétent sur le territoire de la Partie contractante requérante.

4) Dans tous les cas, il sera fourni dans la mesure du possible des renseignements détaillés susceptibles d'aider à établir l'identité de l'individu dont l'extradition est demandée.

ARTICLE IX

Si la demande d'extradition est conforme aux dispositions du présent Traité, les autorités compétentes sur le territoire de la Partie contractante requise procéderont à l'arrestation du fugitif.

ARTICLE X

L'extradition a lieu lorsque les preuves sont jugées suffisantes, conformément à la législation du territoire à partir duquel l'extradition est désirée, pour justifier la mise en accusation du prisonnier, si le crime ou le délit dont il est accusé a été commis sur ce territoire, ou pour prouver que le prisonnier est bien l'individu qui a été condamné par les tribunaux de la Partie contractante requérante; sous réserve toutefois que le crime ou le délit pour lequel l'individu a été condamné est tel que l'extradition aurait pu, au moment de la condamnation, être accordée par la Partie contractante requise, et sous réserve en outre qu'aucun malfaiteur ne sera livré après l'expiration d'un délai de quinze jours à compter de la date de sa détention dans l'attente du mandat de remise.

ARTICLE XI

1) Lors des examens qu'elles doivent faire conformément aux dispositions précédentes, les autorités de la Partie contractante requise admettront comme preuves l'original ou la copie des dépositions ou des déclarations faites par des témoins sur le territoire de l'autre Partie contractante, ainsi que l'original ou la copie des mandats décernés et des condamnations prononcées sur ce territoire, et les actes ou documents juridiques relatifs aux condamnations, à condition que ces documents soient authentifiés de la manière suivante :

- a) Les mandats doivent être censés avoir été signés, ou leur copie certifiée conforme, selon le cas, par un juge ou un magistrat de l'autre Partie contractante;
- b) Les dépositions ou les déclarations doivent être censées avoir été légalisées, ou leur copie certifiée conforme, selon le cas, par un juge ou un magistrat de l'autre Partie contractante;
- c) Les actes ou documents juridiques relatifs aux condamnations doivent être censés avoir été légalisés par un juge ou un magistrat de l'autre Partie contractante.

2) Dans chaque cas, les mandats, dépositions, déclarations, copies, actes ou documents juridiques doivent être authentifiés par serment de témoin ou apposition du sceau officiel du Ministre de la justice ou d'un autre ministre de la Partie contractante, ou par tout autre moyen d'authentification autorisé par la législation du territoire à partir duquel l'extradition est désirée.

/...

ARTICLE XII

Si l'individu réclamé par l'une des Parties contractantes conformément aux dispositions du présent Traité est également réclamée par une ou plusieurs autres puissances en raison d'autres infractions commises dans leurs juridictions respectives, son extradition est accordée à la puissance dont la demande a été faite en premier, à moins qu'il ne soit renoncé à cette demande.

ARTICLE XIII

1) Si des preuves suffisantes pour l'extradition ne sont pas produites dans un délai de soixante jours à compter de la date de l'appréhension du fugitif, ou suivant tout autre délai fixé par le tribunal de la Partie contractante requise, le fugitif sera remis en liberté.

2) Si, après avoir été juridiquement déclaré comme devant être livré en application des dispositions du présent Traité, le fugitif n'a pas été emmené, dans un délai de trente jours, du territoire à partir duquel son extradition est désirée, il pourra être remis en liberté.

ARTICLE XIV

La Partie contractante qui a consenti à livrer un malfaiteur fugitif conformément aux dispositions du présent Traité prendra à sa charge les frais afférents à l'arrestation et à la détention du fugitif ainsi qu'à son transport jusqu'à la frontière de ladite Partie contractante.

ARTICLE XV

1) Le présent Traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Khartoum aussitôt que possible. Le Traité entrera en vigueur immédiatement après l'échange de ces instruments.

2) L'une ou l'autre des Parties contractantes peut à tout moment notifier à l'autre Partie contractante, par la voie diplomatique, son désir de mettre fin au présent Traité et, si une telle notification est faite, le Traité cessera d'être en vigueur six mois après la date de réception de la notification.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent Traité et y ont apposé leur sceau.

Fait en double exemplaire, en langue anglaise, à Khartoum, le vingt-neuf mars mil neuf cent soixante-quatre.
